

défense de Occident

P 193

Maurice BARDECHE :

L'Impuissance des démocraties.

UNIVERSITY
OF TORONTO

FEB 21 1973

READER ROOM

Luc TIRENNE :

Carl Schmitt et le « conservatisme révolutionnaire »
en Allemagne.

Faust BRADESCO

Conscientisation et massification.

Willy-Paul ROMAIN :

L'Eglise malade (II).

Pierre HOFSTETTER :

Les Conservateurs trahis.

Revue d'histoire du fascisme

Numéro 2 : Octobre 1972

Directeur : François DUPRAT

Les visages inconnus du fascisme, l'histoire vraie des mouvements fascistes, le recrutement populaire ouvrier et populaire des mouvements fascistes dans le monde.

Des études objectives d'universitaires et de spécialistes sur les aspects volontairement méconnus du fascisme.

Au Sommaire du numéro 2 :

- Textes oubliés de Codréanu.
- **François DUPRAT** : Les Mouvements nationalistes roumains.
- **R. SOLLIERS** : Le Fascisme en Bulgarie.
- **F. CAZENAVE** : Le Fascisme en Hongrie.
- **René PELLEGRIN** : Etude sociologique sur les adhérents du P.P.F. de Jacques Doriot.

Un numéro de 128 pages in-8°, prix : 10,50 F

PARUTION TRIMESTRIELLE

Abonnement à 4 numéros annuels : 35 F

Etranger : 40 F

Abonnement couplé avec **Défense de l'Occident** :

Un an : 70 F

Etranger : 75 F

à adresser à **Défense de l'Occident**,

13, rue des Montibœufs, Paris (20^e) - C.C.P. Paris 65.35.65

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 20^e année

Octobre-Novembre 1972 — N° 107

S O M M A I R E

- Maurice BARDECHE : *L'Impuissance des Démocraties*.. 3
- Luc TIRENNE : *Carl Schmitt et le « conservatisme révolutionnaire » en Allemagne*..... 9
- Faust BRADESCO : *Conscientisation et massification*.... 36
- Willy-Paul ROMAIN : *L'Eglise malade (II)*..... 46
- Pierre HOFSTETTER : *Les Conservateurs trahis*..... 56

CHRONIQUES :

- Chronique du Mois* par François DUPRAT..... 64
- Chronique des Livres* par Jean VIER (*Robert Brasillach, critique littéraire de G. Sthème de Jubécourt*) et Jean-Paul ROUDEAU (*Drieu La Rochelle, Céline, Brasillach de Tarmo Kunnas*) 72
- Les Livres du Mois* par Jean-Paul ROUDEAU..... 78

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du
N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 4 F
Abonnements. 1 an : 40 F
Etranger : 1 an : 42 F
Propagande 100 F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs*

Paris-20^e — C.C.P. 65-35-65 Paris.

er
ar
to
n.
lu
sû
fa
ur
siv
an
et
qu

tra
dé
de
de
uti
va
un
go
po
de
dis
de

Maurice BARDECHE

L'impuissance des démocraties

Les démocraties sont une source de catastrophes. Et en tout premier lieu, l'illustre, l'impeccable démocratie américaine qui a sa petite attaque de paralysie générale tous les quatre ans. L'adversaire bien épaulé sur son affût n'a qu'à attendre que la roue qui tourne majestueusement lui présente en plein le profil du président. Il tire à coup sûr. Pendant trois ans, la démocratie coince, ralentit et fait grincer tous les rouages de l'efficacité, transforme une nation puissante en une machine hésitante et poussive, lui interdit toute action énergique. Puis la quatrième année, elle organise le dérapage démagogique, grippe et affole tous les mécanismes et accouche d'un désastre qui est son fruit naturel.

La guerre du Vietnam apporte, hélas, une démonstration péremptoire de cette impuissance des régimes démocratiques. Elle a été menée pendant sept ans selon des méthodes aberrantes qui relèvent toutes de la peur de l'opinion publique. Les Etats-Unis n'ont pas voulu utiliser dans cette guerre l'arme absolue dont ils pouvaient disposer contre le petit Vietnam du Nord. C'est une abstention dont on ne peut que féliciter leur gouvernement et qui aurait pu être approuvée par n'importe quel régime. Mais quand on songe à la variété des armes et des méthodes dont l'armée américaine disposait pour paralyser son adversaire et l'amener à demander la paix, on est stupéfait de la pusillanimité

et de l'inertie qui ont régné pendant ces sept ans de guerre. L'aviation américaine pouvait détruire les digues du delta et obliger en quelques jours le Vietnam du Nord à la capitulation. Elle ne l'a pas fait pour des raisons qui sont analogues à celles qui ont amené le gouvernement américain à ne pas utiliser des armes plus puissantes encore. Sur ce point, on ne peut également qu'approuver le gouvernement américain, en remarquant toutefois que la générosité dont il a fait preuve ne lui a jamais été comptée par ses adversaires. Mais il a encore fallu sept ans pour que le gouvernement américain découvre la possibilité de mettre fin à la guerre par le blocus du delta, pour qu'il s'aperçoive que ce blocus était facile, qu'il pouvait être total, qu'il n'entraînerait aucune conséquence dramatique. Il a fallu pour cela que, pendant sept ans, des milliers d'hommes meurent inutilement, que la guerre apparaisse comme sans issue. Cette erreur ne peut s'expliquer que par une méconnaissance profonde des possibilités dont disposent actuellement la Russie soviétique et la Chine, qui ne sont pas la même chose que leurs **moyens**, et en même temps, par la peur des réactions de l'appareil truqué appelé « opinion internationale ».

Cette longue timidité dans la conduite de la guerre a entraîné une autre abstention qui n'est pas moins grave. Le gouvernement américain a méprisé cette évidence que, lors des pourparlers de paix, il faut toujours avoir une monnaie d'échange. L'armée américaine n'a pas été autorisée à établir dans le delta des têtes de pont qui auraient porté la guerre chez son adversaire et qui aurait été également un moyen puissant de l'amener à souhaiter la paix et à en accepter les conditions nécessaires. Là encore, la cause est facile à déceler. Le gouvernement des Etats-Unis a constamment prétendu respecter la fiction que les troupes américaines n'avaient pas d'autre mission que d'aider un pays libre à faire respecter son indépendance. Refuser d'appeler les choses par leur nom, c'est le propre de l'hypocrisie démocratique. Le gouvernement des Etats-Unis voulait participer à cette guerre et en même temps expliquer qu'il ne faisait pas la

guerre, mais qu'il se bornait à envoyer quelques avions pour remplir une obligation morale qu'il avait assumée. Ce travestissement a porté les fruits qu'on pouvait en attendre. Le Vietcong avait toujours les mains libres, il ne faisait pas la guerre non plus. Il proclamait partout qu'il n'y avait pas de guerre, mais simplement une « voie de fait » qui empêchait les laborieuses populations du Sud d'acclamer les communistes et d'installer chez elles la véritable démocratie et la paix. En refusant de reconnaître un état de guerre qui existait en fait, les Etats-Unis ne pouvaient que confirmer l'interprétation que le Vietcong donnait de la situation en Indochine.

Or, cette stupidité de la politique américaine a son origine dans la glorieuse Charte des Nations Unies, credo des Etats démocratiques, et dans le beau jugement du Tribunal de Nuremberg. L'un et l'autre de ces documents mettent la guerre hors-la-loi. Il est donc interdit de faire la guerre. Mais aucun de ces deux documents n'interdit que le parti communiste ne terrorise des provinces, qu'il ne reçoive clandestinement des armes, qu'il n'organise la subversion par la peur et par l'assassinat et ne se livre ainsi à une conquête de type nouveau sur un territoire mal défendu. Le charabia démocratique a donc pour résultat de paralyser toute défense du monde libre et en revanche de le livrer sans défense aux opérations de la subversion communiste.

Les admirables conditions de paix dictées par le Vietnam du Nord, que la profonde imbécilité ou la profonde lâcheté de l'avantageux Kissinger lui ont fait accepter ne sont rien d'autre qu'un développement logique de ces prémisses. Le gouvernement américain reconnaîtrait, s'il signait ce document, l'existence et la légitimité du gouvernement provisoire révolutionnaire, c'est-à-dire l'existence et la légitimité de la subversion. Il reconnaîtrait même à cette subversion des territoires, chose aussi scandaleuse, aussi exorbitante du droit commun que si l'on proposait de reconnaître en France la souveraineté territoriale des municipalités communistes d'Ivry ou de Drancy. Il est évident que cette ahurissante concession, qui consacre et officialise le droit à la subversion,

équivalait à abandonner au bout de plus ou moins de temps l'Indochine tout entière à la domination communiste exactement comme nous avons abandonné l'Algérie. Mais elle a une conséquence encore plus grave pour l'avenir. Car elle consacre, pour tous les autres cas qui pourront se présenter et dans toutes les autres parties du monde, le caractère sacro-saint et la légalité de la subversion, de ses méthodes et de ses résultats.

*
**

En d'autres domaines bien éloignés de celui-ci, les régimes démocratiques sont en fait un obstacle aux solutions qui pourraient garantir l'indépendance et la sécurité de nos nations.

La plus urgente de nos tâches politiques, la construction européenne, est paralysée depuis des années parce qu'elle est confiée à des régimes démocratiques. Chacun en voit les résultats, mais refuse d'en discerner les causes. Il est pourtant clair que les démocraties modernes sont des régimes fondés sur la priorité de l'économique, qu'un de leurs objectifs essentiels est la protection des intérêts des grandes entreprises et des catégories électorales puissantes. Dans ces conditions, chaque Etat contractant en Europe ne cherche rien d'autre que les conditions les plus favorables pour ses exportateurs combinées avec la défense de son marché intérieur. Depuis des années, il n'est question que de ces arbitrages d'intérêts. Et la résistance à la construction européenne vient moins d'un désir d'indépendance nationale chez les gouvernants que de leur terreur de se dessaisir de l'instrument qui permet de filtrer au compte-gouttes les concessions auxquelles on ne peut se refuser. L'Europe des démocraties est empêtrée dans ces contradictions. Chaque Etat lève l'étendard du libéralisme économique quand il s'agit de ses exportations et il devient un adepte honteux du protectionnisme quand il s'agit d'ouvrir son territoire aux exportations des autres. Dans vingt ans, nous en serons encore à calculer des contingents et à peser les exceptions qu'on peut faire pour annuler les

décisions qu'on aura prises. La construction européenne n'aura pas fait un pas. Nous serons toujours des épiciers qui veulent bien acheter leur viande chez le boucher à condition que le boucher achète ses nouilles chez eux.

L'idée enfantine d'un parlement européen élu au suffrage universel n'apportera qu'une série de contradictions supplémentaires. Les gouvernements défenseurs patentés des intérêts privés n'admettront pas les décisions de cette nouvelle instance. Le parlement européen introduira simplement la démagogie, les discussions stériles, les idéologies paralysantes.

Les nations que leur bon sens aura préservées de la peste seront contaminées par les porteurs de germe qu'on aura institués au-dessus d'eux, leur sagesse sera pervertie, leur prudence sera vaine. Le Parlement irresponsable alignera la démagogie communautaire sur le plus haut niveau de démagogie particulière et il suffira qu'un groupe d'agités prétende décrocher la lune dans un coin, pour qu'on décroche toutes les étoiles, afin que personne ne se sente frustré. Les partis communistes orchestreront harmonieusement ce désordre et ils auront ainsi le plaisir de pouvoir désorganiser des pays dans lesquels ils n'avaient pas réussi à s'installer.

L'Europe que nous connaissons, la seule que nous puissions voir, celle qui se construit sous nos yeux plus rapidement et beaucoup plus vigoureusement que l'Europe du Marché Commun, c'est l'Europe de la drogue, de la prostitution, de la concussion, de l'empoisonnement par les idéologies. Il y a une maladie morale de l'Europe que les frontières n'arrêtent pas. C'est cela, l'Europe qui se fait sous nos yeux. Et c'est ce résultat qui devrait nous montrer la voie à suivre. La construction européenne ne peut être qu'une construction morale. Elle doit avoir pour objet et pour inspiration non le désir de créer un marché pour la société de consommation, mais la volonté de combattre et d'éliminer les poisons qui nous préparent à l'esclavage.

L'Europe des démocraties, c'est l'Europe sans protection, sans forces militaires, sans indépendance réelle, terrifiée à l'idée qu'une brusque saute de vent en

Orégon ou en Alabama porte quelque Mac Govern à la tête du gouvernement des Etats-Unis. Qu'un exalté chimérique accède un jour au Capitole, qu'il retire précipitamment les divisions américaines qui mâchent du chewing-gum dans leur guérite à l'entrée de notre ranch, et tout d'un coup, dramatiquement, en quelques heures, le vide et la fragilité de tous les Etats européens apparaîtront au grand jour. Nous n'avons rien su construire pour notre défense militaire. Nous n'avons rien su construire non plus pour notre défense morale. L'Europe des démocraties est un terrain vague, un marché aux puces où chacun étale ses hardes, une foire-exposition que des clients maussades parcourent en bâillant. Qu'une tempête arrive et la toiture s'abat sur ces stands, sur leurs moquettes et sur leurs graphiques.

Tant que l'idée européenne n'aura pas pour inspiration et pour objectif les conditions réelles de la puissance et de l'indépendance, c'est-à-dire le contraire même des poisons démocratiques qui nous paralysent aujourd'hui, il n'y aura pas de construction européenne, il n'y aura pas d'avenir européen, il n'y aura pas d'indépendance véritable pour nos nations. Vous n'avez pas de fédérateur, disent les adversaires de l'Europe. Le fédérateur pour l'Europe de l'avenir, c'est l'anti-démocratisme. L'Europe actuelle, née de la Résistance, est empoisonnée par les porteurs de germes qui ont confisqué le pouvoir dans chacun des États européens. C'est contre eux, contre ce qu'ils représentent, que l'avenir se fera. C'est cette confiscation qu'il ne faut plus tolérer, ce sont ces germes de mort qu'il faut éliminer. Il faut revenir à l'année 1941. C'est l'an I de l'Europe.

Maurice BARDECHE.

œu
es
ce
sa
cu
ter
pe
Au
ou
con
sur
I
des
qu'
de
Ple
œu
enc
vér
se
ma
déb
C
Pol

(1)

Carl Schmitt et le « Conservatisme Révolutionnaire » en Allemagne

Lorsque en 1928, *Romantisme politique*, une des premières œuvres de Carl Schmitt, fut traduit en français, le philosophe espagnol Eugenio d'Ors salua la rentrée de la France dans ce qu'il appelait, à la suite de Valéry Larbaud, la « conversation européenne ». Cette « conversation » au sein de la culture européenne est, nous le savons, troublée depuis longtemps par le terrorisme intellectuel et les criaileries intempestives de ceux qui s'appellent eux-mêmes « progressistes ». Aussi cette conversation est-elle restreinte à un monologue, ou, au mieux, à un dialogue faussé entre des interlocuteurs complices qui se disputent sur les détails mais s'accordent sur l'essentiel.

L'œuvre de Carl Schmitt est donc exclue depuis 25 ans des ennuyeux propos de la « conversation européenne », tandis qu'à cette conspiration du silence répond le silence dédaigneux de l'écrivain réfugié depuis 1945 dans sa ville natale de Plettenberg. Cependant, la traduction récente d'une de ses œuvres majeures, *Notion de Politique* (1), est un des signes, encore rares, qui nous permettent d'espérer la reprise d'une véritable conversation où notre école de pensée ne devra pas se contenter d'élever la voix en répétant les vieilles formules, mais aura pour tâche d'établir les prémices d'un nouveau débat.

Ce n'est pourtant pas la première fois que *Notion de Politique* fait l'objet d'une traduction en français. Précédé

(1) Calmann-Lévy.

d'une préface enthousiaste du juriste W. Gueydan de Roussel, cet ouvrage est paru en 1942 dans une traduction partielle. Preuve que la « conversation européenne » ne fait encore que bégayer...

Carl Schmitt a sans doute beaucoup à se faire pardonner pour être jugé digne de quelque considération dans un milieu intellectuel étriqué où règne le conformisme des petits maîtres.

Considéré comme un des théoriciens de ce qu'Armin Mohler appelle la « révolution conservatrice » allemande, Carl Schmitt a mis en lumière les vices inhérents au régime de Weimar, il a dénoncé l'Europe issue des Traités de Versailles et les compromissions des divers gouvernements allemands. Quoiqu'il n'ait jamais été précisément national-socialiste. Carl Schmitt, sur l'instigation du Führer, est devenu véritablement le « juriste de la couronne » du III^e Reich lors de l'établissement du nouveau régime dont il posa les bases juridiques. Interné en 1945, il refusa de se renier et de se justifier. Retiré à Plettenberg, il continue à publier en reconnaissant explicitement sa filiation au courant contre-révolutionnaire.

Si l'on ajoute que les démonstrations de Carl Schmitt, exposées en un style brillant, sont d'une rare précision et d'une étonnante rigueur, et que le champ de ses intérêts est aussi vaste que celui de ses connaissances, on comprendra aisément que son œuvre soit restée longtemps ignorée hors d'Allemagne et traitée avec mépris par un Duverger qui ne semble d'ailleurs pas l'avoir lue.

Cette œuvre est considérable, tant par son volume que par sa portée et nous n'avons pas la compétence nécessaire pour analyser en détail l'ensemble d'une œuvre souvent ardue puisqu'elle s'adresse le plus souvent aux spécialistes des matières juridiques. Notre seule ambition est de montrer l'enrichissement que peut apporter cette œuvre aux idées que nous défendons. Nous voudrions aussi offrir une méthode de réflexion et d'analyse historiques en présentant une œuvre où la passion n'étouffe pas la rigueur, où le souci d'étudier un problème d'actualité immédiate n'exclut jamais une réflexion théorique plus vaste, où la diversité des thèmes et des sujets abordés ne fait qu'exprimer les diverses faces d'une pensée homogène et cohérente. En effet, cette variété ne doit pas faire illusion : fidèle à son refus du systématique abstrait,

Carl Schmitt a préconisé « l'art appliqué » et il a ainsi développé un certain nombre de thèmes empruntés à des domaines apparemment divergents comme la littérature, la théologie, l'histoire, le droit, la politique dont il parvient à opérer la synthèse au sein d'une pensée que nous pourrions qualifier de « totalitaire » au sens précis du terme. Par là, C. Schmitt nous rappelle qu'aucune création humaine ne saurait échapper par quelque biais à l'emprise du politique, sans pour autant succomber à la grossière topique marxiste et à son dualisme infrastructure-superstructure. « Pars pro toto », telle est la devise que Carl Schmitt pourrait mettre en exergue à son œuvre.



Le conservatisme révolutionnaire contre Weimar.

L'œuvre de C. Schmitt, des lendemains de la première guerre mondiale à 1933, ne saurait se réduire à la critique des divers aspects de la République de Weimar, car son œuvre est davantage celle d'un clinicien que celle d'un censeur, dans la mesure où les problèmes sont abordés non sous un angle polémique, mais par un biais essentiellement phénoménologique. Cependant, même ses ouvrages les plus spécialisés, les plus apparemment « objectifs », sont autant de coups portés au régime de Weimar.

La vie de C. Schmitt est intimement associée à la parution de ses derniers ouvrages, et la plupart de ses livres se font l'écho des événements et des problèmes les plus aigus de la vie politique allemande et européenne. Il n'est pas possible d'étudier séparément l'œuvre du théoricien politique, celle du juriste, celle de l'historien et celle de l'homme engagé dans la vie politique de son pays à un moment crucial de son histoire. Il nous faut suivre pas à pas l'œuvre de Carl Schmitt à travers ses principaux livres en essayant de dégager les thèmes qui constituent la clé de voûte de la cathédrale schmittienne, qu'en artiste soucieux à la fois de la précision du détail et de l'harmonie du tout, Carl Schmitt n'a jamais exposé dans la nudité de l'abstraction systématique.

Né en 1888 à Plettenberg en Westphalie, C. Schmitt fit ses études à l'Université de Strasbourg et à Munich où il suivit

les cours de Max Weber dont la méthode sociologique devait inspirer ses futurs écrits. En particulier, on retrouvera dans l'œuvre de C. Schmitt la dispersion caractéristique de la sociologie de Max Weber, dispersion méthodologique, scientifique et philosophique qui croit pouvoir renoncer à tout foyer. C. Schmitt fera preuve de la même rigueur dans la définition de ses concepts, mettra le même soin à distinguer les divers ordres de problèmes et les divers niveaux d'une question, à circonscrire l'espace d'une problématique et, comme chez Max Weber, la diversité des sujets abordés ne se confondra jamais avec l'éclectisme ou l'incohérence.

C'est après la première guerre mondiale que C. Schmitt, poursuivant une carrière de juriste dans les Universités de Bonn et Berlin, a publié ses premières œuvres de réflexion politique. Nous reviendrons plus longuement sur **Romantisme politique**, publié en 1919. Signalons cependant que C. Schmitt se situe délibérément dans une perspective classique et dénonce les illusions romantiques, à travers l'étude des théoriciens politiques français et surtout allemands, dans leurs manifestations les plus diverses et les plus apparemment antinomiques, tant au sein de l'école révolutionnaire que contre-révolutionnaire. On y voit se dessiner les qualités maîtresses qui donnent tout leur poids à l'œuvre de C. Schmitt : la puissance du système qui rassemble sous une même définition les aspects littéraires, religieux et politiques du romantisme dans leurs diverses configurations, la profondeur de l'analyse, la rigueur conceptuelle et surtout une vaste culture dans la meilleure tradition des universités allemandes.

En 1921 paraît une étude très documentée sur la **Dictature**, réflexion à caractère historique et systématique sur la notion et la pratique de la dictature depuis le début des conceptions modernes de la souveraineté telles qu'elles ont été établies au moment de la Renaissance en particulier par Machiavel, jusqu'aux théories marxistes de la lutte des classes prolétarienne. Carl Schmitt étudie les diverses formes de la dictature et établit une distinction entre la dictature à vocation réformiste fondée sur le modèle de la souveraineté du prince et la dictature révolutionnaire fondée sur la souveraineté du peuple. Une nouvelle édition comprendra une étude complémentaire sur la dictature du Président du Reich d'après le

fameux article 48 de la Constitution de Weimar, auquel on recourut de plus en plus fréquemment à partir de 1930 pour légiférer en l'absence de toute majorité parlementaire.

Politische Theologie, publié l'année suivante, se situe dans la lignée des études sociologiques de Max Weber sur la religion. Cet ouvrage a été inspiré par les précédentes études sur le romantisme et la notion de dictature. Pour l'auteur, la représentation métaphysico-théologique d'une époque a la même structure que celle de son organisation politique. Dans la méthode sociologique que C. Schmitt a élaborée, les notions politico-juridiques qui sont en rapport avec des situations sociales concrètes dans des situations historiques concrètes sont évaluées jusque dans leur conséquences conceptuelles les plus radicales et jusque dans les domaines métaphysique et théologique. Ainsi, « toutes les notions essentielles de la théorie contemporaine de l'Etat ne sont autre chose que des conceptions théologiques sécularisées ». L'inspiration de C. Schmitt rejoint celle du philosophe traditionnaliste espagnol Donoso Cortès qui, dans la première moitié du XIX^e siècle, a souligné l'influence des conceptions religieuses sur les formations politiques : la monarchie héréditaire serait liée au théisme chrétien, la monarchie parlementaire serait issue du déisme, comme dans la Constitution de 1791 où le monarque est aussi impuissant que le Dieu du déisme dans le monde, et la démocratie serait suscitée par le panthéisme pour lequel la vérité n'est pas transcendante, mais répandue universellement. Ce panthéisme s'exprime évidemment dans l'idéologie scientiste et historiciste.

Dans *Politische Theologie*, C. Schmitt applique sa méthode sociologique aux théories juridiques et politiques des XIX^e et XX^e siècles. Il analyse l'œuvre des théoriciens de la contre-révolution comme de Maistre et Donoso Cortès qui l'impressionnent fortement par la rigueur de leur réflexion morale et métaphysique opposée au positivisme, au libéralisme progressiste et au romantisme politique.

Son étude parue en 1923 sur *La situation historique et spirituelle du parlementarisme moderne* procède des réflexions de *Politische Theologie*. C. Schmitt étudie le développement historique du parlementarisme dans ses rapports avec l'histoire de la religion et des idées. La philosophie du parlementarisme

est fondée sur le rationalisme relativiste et l'agnosticisme. Ce rationalisme évolue sous la forme du marxisme, tandis que l'irrationnalisme prend la forme de l'anarcho-syndicalisme représenté par G. Sorel. Suivant en cela la pensée de Donoso Cortès, C. Schmitt estime que le rationalisme libéral engendre l'idée marxiste de la dictature, et il voit dans l'irrationnalisme sorélien un préliminaire au « fondement d'une nouvelle autorité, d'un sentiment nouveau de l'ordre, de la discipline et de la hiérarchie ».

Dans une perspective semblable, **Catholicisme romain et forme politique**, paru en 1925, fait une approche plus spécifique de la pensée contre-révolutionnaire. Carl Schmitt oppose à la fiction le symbole où il voit la première manifestation concrète de l'idée. C'est ainsi que les « figures représentatives » du Moine, du Chevalier et du Pape gouvernent le sentiment religieux du Moyen-Age, elles sont les symboles et représentants d'un ordre concret, tandis que la fiction est à l'origine de l'ordre abstrait que tentent d'établir les conceptions démocratiques. Ce que C. Schmitt appelle **symbole** est fort proche de ce qu'un autre tenant de la révolution conservatrice, l'écrivain Moeller van den Brock, appelle le **mythe** : « Un peuple ne peut avoir d'avenir s'il ne possède un passé et sans cesse son passé réapparaît dans l'avenir. Le poète est le lien entre le passé et l'avenir. Les peuples vivent aussi longtemps que vit leur mythe. La mission du poète est de conserver le mythe vivant ».

De 1928 date **Notion de Politique**, partiellement traduit en 1942 sous le titre de **Considérations Politiques**, où la désignation de l'ennemi est considérée comme l'acte politique par excellence. Cet essai, malgré son caractère théorique, est une arme dirigée contre la République de Weimar qui tentait à ce moment de faire accepter le statu-quo issu des **Traités de Versailles** et se refusait à accomplir son rôle politique fondamental, qui est de désigner l'ennemi : « Partout dans l'histoire politique, avertit C. Schmitt, en politique intérieure comme en politique extérieure, l'incapacité ou le refus d'opérer ce discernement se présentent comme le symptôme du déclin politique ». Nous donnerons un compte-rendu plus détaillé de cet ouvrage qui vient d'être réédité en français, ainsi que de **Légalité et légitimité** paru en 1932, qui constitue une étape

décisive dans la critique du régime de Weimar, alors agonisant.

Carl Schmitt, dans ce dernier ouvrage, annonce la mort d'une légalité abstraite, dépourvue de toute base réelle, fruit du positivisme et du normalisme juridique, ainsi que l'apparition d'une nouvelle légitimité plébiscitaire, déjà en germe dans la Constitution de Weimar, et qu'il appelle de ses vœux. L'arrivée de Hitler au pouvoir quelques mois plus tard devait donner une nouvelle orientation à l'œuvre et à la carrière de C. Schmitt.

*
**

Armin Mohler, dans son livre sur *La Révolution conservatrice en Allemagne*, voit en C. Schmitt « l'analyste le plus rigoureux de l'Etat Weimarien ». Carl Schmitt a influencé les groupes conservateurs révolutionnaires les plus divers par sa formulation des problèmes fondamentaux qu'il a évoqués dans son œuvre : la distinction ami-ennemi considérée comme une catégorie politique essentielle, les progrès de la dépolitisation et de la neutralisation qui marquent le refus d'utiliser les armes de la politique (ce que C. Schmitt appelle « Politik des Unpolitischen »), les rapports de la légalité et de la légitimité, le refus des « pouvoirs indirects » qui se disputent le cadavre de l'Etat pluraliste, la forme à la fois pluraliste et totalitaire de l'Etat qui illustre un divorce de plus en plus aigu entre la démocratie et le libéralisme, la défiance envers la démocratie parlementaire et la recherche d'une démocratie plébiscitaire. Les idées de C. Schmitt furent reprises par de nombreuses publications, mais lui-même ne fut jamais mis au premier rang en tant que théoricien du conservatisme révolutionnaire, car ses écrits s'attachent surtout à la recherche des causes, ils étudient l'évolution des divers domaines du droit public en même temps qu'ils s'interrogent sur les causes et les répercussions de cette évolution.

C. Schmitt, jusqu'en 1933, s'est montré fort réservé à l'égard du national-socialisme dont il est toujours resté en marge. Il est beaucoup plus proche des théories conservatrices révolutionnaires énoncées par Moeller van den Brock dans le *Troisième Reich* paru en 1923 : « Le conservatisme n'est pas

la réaction... Le conservatisme cherche avant tout à créer des choses qui puissent, à nouveau, servir de base. Et la pensée conservatrice se distingue de la pensée révolutionnaire en ce sens qu'elle n'a pas confiance en des choses créées à la hâte dans un bouleversement et ne considère comme des valeurs que des choses possédant une résistance intrinsèque. Le conservateur voit ces choses naître de la tradition, qu'il conçoit autrement que le réactionnaire. La tradition est perpétuellement interrompue par des catastrophes qui nous assaillent et par des révolutions que nous ne savons éviter. Mais sans cesse la tradition se renoue à elle-même ». « Etre conservateur, cela signifie aujourd'hui : trouver pour le peuple allemand la forme de son avenir ». « Le conservatisme doit toujours être conquis à nouveau. La pensée conservatrice voit dans tous les rapports humains le retour vers ce qui est éternel, non par le retour des choses qui ont déjà été, mais le retour de ce qui est permanent en elles. Mais cet éternel doit toujours être recréé spirituellement dans le temporel ».

Carl Schmitt, en sa qualité de juriste, devait être amené à participer de très près aux destinées de l'Allemagne. Durant le ministère von Papen, en 1932, C. Schmitt défend le Gouvernement du Reich lors du procès de Leipzig intenté au Gouvernement par les ministres sociaux-démocrates de l'Etat de Prusse qui, accusés de ne pas s'opposer avec assez de rigueur aux violences communistes, avaient été destitués et remplacés par un haut-commissaire du Reich, von Papen lui-même.

Sa méfiance envers le national-socialisme et son aversion pour le régime de Weimar conduisirent C. Schmitt à conseiller le général Schleicher, appuyé par l'aile gauche du N.S.D.A.P. représentée par Gregor Strasser, dans sa tentative originale pour gouverner en dehors des institutions parlementaires. Le nouveau chancelier voulut donner une nouvelle orientation au régime de Weimar de plus en plus menacé en remplaçant le régime parlementaire par un « nouvel Etat » autoritaire et corporatif, fondé sur les organisations économiques et sociales. Expérience éphémère : le régime de Weimar ne pouvait plus être sauvé. L'Allemagne s'engageait sur une autre voie, celle du national-socialisme.

Carl Schmitt, « juriste de la couronne ».

Comme la plupart des intellectuels et des universitaires allemands, C. Schmitt fit confiance à Hitler, parvenu au pouvoir par des voies légales. Depuis octobre 1933, il occupe la chaire de droit public de l'Université de Berlin. Sur l'intervention du Führer, il est appelé à siéger dans le conseil de direction de l'Académie de Droit allemand, fondée en 1933, et il devient conseiller de l'Etat prussien. A cette date, C. Schmitt s'engage résolument dans la construction du nouveau Reich en tant que juriste.

Il élabore le concept de « totaler Führerstaat » et interprète le remplacement du Président du Reich dans l'esprit du national-socialisme. Après l'affaire du 30 juin 1934, il justifie les droits du Führer comme « justicier suprême ». Il formule le programme pour la « reconstruction du droit de l'Etat et du gouvernement », en particulier dans la brochure intitulée **Etat, Mouvement, Peuple**, où l'auteur jette les fondements d'un nouveau droit. Dans une autre brochure, **Sur les trois aspects génériques de la science du Droit**, C. Schmitt dénonce le dévoiement du droit dans le « décisionisme » (pouvoir factice de décision) et le normatinisme qui confond le droit et la loi. L'auteur montre qu'il s'est créé une scission funeste entre la norme et la vérité, le devoir et l'être, la règle et la réalité concrète. La diffusion du normatinisme dans tous les domaines explique l'abîme entre les classes dirigeantes ou intellectuelles et le peuple, entre la pensée et la vie, entre la pensée et l'action. C. Schmitt veut combler le fossé que le positivisme juridique a creusé entre le juriste et le peuple. Le formalisme juridique entraîne un formalisme politique. En effet, la spécialisation des résultats de la pensée, qui n'est pas propre au domaine juridique, crée un dédoublement entre spectateurs et acteurs, ce que traduit exactement le terme de **représentation** parlementaire. C. Schmitt envisage la possibilité de surmonter le formalisme législatif et tente d'établir les fondements juridiques d'un ordre concret qui remettrait en vigueur les notions de foi, fidélité, discipline et honneur.

Carl Schmitt fit à plusieurs reprises la critique de « l'esprit juif » — ce qui ne signifie pas son adhésion aux théories

biologiques du national-socialisme. De fait, l'auteur de **Romantisme politique** qui avait dénoncé certaines illusions nées de la fièvre romantique comme « la théorie mystico-romantique » qui « sert de base aux prétentions hégémoniques des races élues », ne pouvait donner son aval à certains aspects de la mystique nationale-socialiste.

Aussi fut-il attaqué en 1936 dans le journal des S.S. **Der Schwarze Korps** qui, il est vrai, ne représentait pas exactement la ligne officielle du parti et se permettait une certaine indépendance vis-à-vis des personnalités et de certains mots d'ordre du régime : cet aspect « contestataire » du journal lui valut d'ailleurs une audience qu'était loin de posséder la presse officielle.

C. Schmitt cependant continua sans être inquiété son œuvre de juriste et de penseur politique. Lorsque le III^e Reich est définitivement constitué, il consacre son attention aux problèmes de politique extérieure et de droit international. Il soutient par ses écrits les ambitions territoriales de l'Allemagne et, contre les théories universalistes, il défend la notion d'espace vital des peuples.

Dans le même temps, C. Schmitt donne une interprétation du **Léviathan** de Thomas Hobbes, où il conçoit « le Mythe politique comme une force historique et autonome ». Cette étude, parue en 1938, s'intitule **Le Leviathan dans la théorie de l'Etat de Th. Hobbes. Sens et échec d'un symbole politique**. C. Schmitt voit en Hobbes « un maître politique incomparable » et le range dans la lignée des penseurs antiidéologues comme Machiavel, Vico, Nietzsche et Sorel. Hobbes est le précurseur de l'Etat totalitaire dans la mesure où l'Etat tel qu'il le conçoit réunit en ses mains le sceptre et la crosse, le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel : le Souverain est maître de la religion et ne tolère aucune autorité spirituelle indépendante. C. Schmitt interprète le Leviathan comme le symbole pagano-chrétien d'une tentative de préserver l'unité politique dans l'espace intérieur, privé et moral en même temps que dans l'espace extérieur, public et juridique. Hobbes a essayé de mettre fin à la scission funeste de l'unité politique entretenue par le judéo-christianisme. Cette tentative a échoué. L'Etat, en effet, a pris la forme de « l'Etat législateur » dans la vacuité du légalisme abstrait et du fonctionnalisme

aveugle. Sous la pression de l'agnosticisme politique, l'Etat est devenu un appareil dont s'emparent les pouvoirs individualistes indirects qui ont tué le Leviathan (c'est-à-dire l'être unique qu'est la multitude organisée) avec le poignard du libéralisme et qui se déchirent son cadavre.

C. Schmitt voit dans la nécessité de résister aux pressions des forces indirectes dont il a auparavant dénoncé les méfaits au sein de l'Etat pluraliste weimarien, la leçon politique essentielle de Hobbes.

*
**

« Le dernier défenseur du droit public européen ».

En raison de sa notoriété, Carl Schmitt devint la cible des juristes allemands au lendemain de l'effondrement du Reich. Il est emprisonné, mais obtient un non-lieu d'une commission d'enquête des Alliés. Il refuse de se justifier et de rien renier de ses écrits. Dès sa sortie de prison, il publie *Ex captivitate salus* qui est recueil de réflexions à caractère biographique et se retire dans sa ville natale, tandis que face à la « justice des vainqueurs », il se présente comme « le dernier défenseur conscient du droit public européen ». Néanmoins, s'il refuse de plier devant le nouveau conformisme, C. Schmitt jugera sans indulgence l'évolution du national-socialisme qu'il interprète comme un dévoiement de l'Autorité vers le Nihilisme et il estimera que le conflit de l'Anarchie et de l'Autorité qui a marqué les années 1922-1933 s'est mué en conflit de l'Anarchie et du Nihilisme.

Dans cette retraite, C. Schmitt publie en 1950 un ouvrage sur Donoso Cortès qui constitue une analyse d'ensemble de la pensée contre-révolutionnaire. Il montre que les idéologies qui dominant aujourd'hui le monde se sont développées avec une grande logique dans la direction que les philosophes politiques de la Contre-révolution ont annoncée au plus tard en 1848. En même temps, Carl Schmitt tente de dégager la continuité spirituelle et historique de la pensée contre-révolutionnaire à travers Tocqueville, B. G. Niebuhr, Bruno Bauer, Donoso Cortès, S. Kierkegaard, J. Burckhardt, E. Trøeltsch, Max Weber, W. Rathenau et O. Spengler. C. Schmitt se

rattache lui-même à cette tradition. Il veut ainsi disputer le monopole de l'interprétation historique des événements aux marxistes qui se l'arrogent depuis le **Manifeste communiste**. L'essentiel de l'interprétation contre-révolutionnaire lui semble résider dans le jugement de Donoso Cortès suivant lequel « c'est précisément la religion de l'Humanité absolue qui ouvre la voie à une terreur inhumaine ».

En 1963 paraît **Théorie du Partisan**, récemment traduit en français à la suite de **Notion de Politique**. Dans cette brochure qui est le texte d'une conférence prononcée en Espagne l'année précédente, l'auteur analyse le statut politique du partisan, depuis la guerre populaire espagnole dirigée contre Napoléon jusqu'à l'échec des partisans de l'O.A.S. dont il analyse les causes. C. Schmitt voit dans l'apparition du partisan sur la scène de l'Histoire un effet de la décadence de l'Etat auquel se substituent des groupements organisés qui assument la fonction politique essentielle : la désignation de l'ennemi.

Théorie du Partisan est étroitement lié, on le voit, à **Notion de Politique** et, à 30 ans d'intervalle, on peut ainsi mesurer l'unité de la pensée de C. Schmitt malgré la diversité des sujets abordés et les vicissitudes de l'histoire.

A travers une œuvre, sinon militante, du moins « engagée », toujours soucieuse d'analyser l'événement en cours, apparaissent les conceptions d'une immense rigueur et ampleur de vue, d'un homme qui, même s'il n'hésita pas à prendre parti, resta pourtant toujours un penseur solitaire.

Il nous a paru bon d'examiner plus précisément, à travers trois œuvres-clé, quelques thèmes fondamentaux des théories schmittiennes dont nous avons essayé de donner un aperçu global. Ces trois œuvres, **Romantisme Politique**, **Légalité et légitimité** et **Notion de Politique**, datent toutes de la période weimarienne.



Romantisme Politique.

Il s'agit d'une méditation à la fois philosophique, historique et politique sur le romantisme. L'auteur cherche à

rassembler sous une idée unique les expressions les plus diverses, les plus apparemment contradictoires du romantisme sur le plan littéraire, philosophique et surtout politique. L'étude de C. Schmitt déborde évidemment le cadre d'une simple étude érudite : par le biais de cette réflexion sur le romantisme, l'auteur cherche à comprendre le désarroi idéologique du monde moderne et la crise de la spiritualité contemporaine, dont le romantisme lui paraît le symptôme le plus exacerbé. L'analyse de C. Schmitt détruit avec une froide rigueur les nombreuses fictions dont se nourrit le vocabulaire politique, littéraire et philosophique de notre temps. Il ne propose aucune solution, mais il établit un diagnostic et rend par là plus aisée la recherche d'une solution.

Fidèle à sa méthode d'analyse, C. Schmitt élabore une véritable généalogie du romantisme dont la philosophie cartésienne constitue le prodrome, sur le plan des idées. C'est avec Descartes que la pensée philosophique devient égocentrique et se règle sur le Moi : ainsi se crée une opposition entre la pensée et l'être, le concept et la réalité, l'esprit et la nature, le sujet et l'objet. Avec Kant, l'essence de la réalité empirique, la chose en soi, demeure irréductiblement cachée au sujet pensant. Toute la philosophie post-kantienne concentrera ses efforts sur cette essence du monde. L'esprit se sent veuf de la réalité, l'essence ne peut être que soupçonnée, désirée derrière l'apparence de la réalité. L'esprit est un Orphée dont l'Eurydice serait l'objet, la réalité dans son essence, fuyante au moment même où il tourne ses regards vers elle. Le rationalisme paraît alors impuissant à cerner la réalité dans sa diversité et ses contradictions apparentes.

L'opposition au rationalisme prend des formes multiples, comme le mysticisme religieux, ou un sentimentalisme esthétisant à la Rousseau, mais, écrit C. Schmitt, « la détermination philosophique du romantisme dépend... du changement opéré dans la métaphysique du XVII^e au XIX^e siècle, et qui a conduit à des conceptions tout à fait nouvelles de Dieu et de l'Absolu ». Au moment où le romantisme apparaît, continue C. Schmitt, Dieu est déchu. L'ontologie se reforme dans la ligne de deux entités nouvelles : l'Humanité et l'Histoire, « deux entités qui, comme telles, devaient apparaître

irrationnelles au moralisme du XVIII^e siècle, acquièrent les caractères d'évidence et d'objectivité ». Le romantisme, refus de la médiation, est un mysticisme qui, depuis Rousseau, s'est libéré des contraintes régulatrices de l'Eglise.

La première de ces entités, la Société humaine, se retrouve sous diverses formes et divers noms : Peuple, Communauté, Humanité, mais toujours dans une perspective révolutionnaire. C. Schmitt juge le romantisme comme un besoin de la totalité. A l'Humanité, totalité spatiale, s'oppose l'Histoire, totalité temporelle, dieu conservateur qui, chez les penseurs traditionnalistes se réclamant du romantisme, fait contre-poids à la fureur révolutionnaire.

L'idée de peuple est une fiction romantique. C'est au peuple qu'est transmise la charge de représenter l'innocence que, pour sa personne, le romantique a perdue. « Ce peuple devient fidèle, patient, tranquille et tempérant ; et le romantique intellectualiste qui est exigeant, impatient et nerveux, l'admire éperdument ». Certes, les sentiments ainsi prêtés au peuple ont pu changer depuis Michelet ou Hugo, mais le phénomène de transfert n'en est pas moins toujours réel. Le peuple est investi des espérances et des aspirations qui se font jour chez les intellectuels tourmentés, dont le dernier avatar est le gauchisme universitaire. Le peuple est le dieu tout-puissant devant lequel s'incline l'intellectuel, conscient de sa propre impuissance. Les pères de l'Eglise socialiste et marxiste seront avant tout des intellectuels.

Et l'on comprend que le communisme ait ainsi acquis les traits d'une religion et d'une église sans Dieu, ou plutôt, c'est le Peuple dans sa version prolétarienne qui s'est substitué à Dieu.

C. Schmitt continue à décrire en ces termes l'image mythique que le romantique se fait du peuple : « Le peuple a le devoir de se garder de toute instruction : savoir lire et écrire, posséder cette culture mensongère, cela détruirait le grand inconscient ». L'opposition créée aujourd'hui de toutes pièces entre « culture bourgeoise » (c'est-à-dire la culture régnante taxée d'une épithète infamante) et la « culture prolétarienne » (?) reflète incontestablement la structure de l'esprit romantique analysée par C. Schmitt, de même que la méfiance qui s'exerce à l'égard de tout ce qui est suspecté d'alié-

nation — qui n'est au fond rien d'autre que la médiation — et qui serait susceptible de déformer, d'abâtardir, d'enrayer les virtualités contenues au sein du Peuple : faire la Révolution, en somme, c'est abandonner l'initiative et la parole au grand inconscient du Peuple. Nous retombons ici dans toutes les fictions de mai 68...

Carl Schmitt souligne également l'abondance des forces irrationnelles reportées sur l'enfant et sur les peuples primitifs. Que ce mécanisme de l'illusion se dissimule aujourd'hui derrière l'apparat pseudo-scientifique de la pédagogie, voire de l'ethnologie, n'enlève rien au caractère de mystification que revêt le « spontanéisme » ainsi généreusement prêté à l'enfant — ou à la jeunesse, dans une autre perspective — ainsi qu'aux populations primitives — ou aux peuples du Tiers-Monde sur le plan politique. Lorsque Herbert Marcuse, qui a été sacré philosophe de la contestation universitaire, abandonne le prolétariat, décidément relaps et hérétique, aux malheurs de l'aliénation, pour trouver dans la jeunesse un nouveau « peuple élu », il modifie le chemin emprunté par le processus que décrit C. Schmitt, mais il ne sort nullement de ce processus de la mystification romantique.

Ainsi, Eugenio d'Ors a raison de voir en Carl Schmitt une des voix les plus autorisées qui prêchent « la primauté de la Lettre sur l'Esprit, du Logos sur l'Ethos ou, si l'on veut, de la raison sur la vie ». C. Schmitt prend délibérément le parti de la culture contre la nature, surtout quand cette nature n'est que le produit illusoire d'une décomposition culturelle, le reflet de cette fantasmagorie romantique ou baroque que noyait Eugenio d'Ors dans l'image du « Paradis perdu ».

Le monde moderne est atteint par le vice romantique qui consiste à affirmer la supériorité de la possibilité non réalisée — incarnée par exemple dans l'enfant, la jeunesse ou les peuples primitifs — sur une réalité jugée, d'ailleurs non sans raison, vide et limitée. La démarche intellectuelle que décrit C. Schmitt dans le passage cité ci-dessus s'est effectuée sur le plan de la création littéraire au XIX^e siècle, mais on trouvera sans peine des correspondances dans les domaines culturel et politique d'aujourd'hui : « Le romantisme a débuté comme un mouvement des jeunes contre

les anciens. Il est naturel qu'une nouvelle génération qui s'offre en opposition à l'ancienne qui est en place, cherche un signe de ralliement. Elle ne peut le trouver dans ses œuvres à peine ébauchées ; aussi se réclame-t-elle de sa jeunesse prise en elle-même, de la vie, de sa force, de sa vitalité, enfin de ses possibilités.. ». « Ils firent des plans immenses et des promesses audacieuses, ils semèrent l'espérance... mais les possibilités énormes qu'ils avaient opposées à la réalité, ne devinrent jamais réalité. Dans cette situation, les romantiques se sauvèrent en plaçant les « possibilités » dans une catégorie supérieure à celle de la réalité. Ils ne pouvaient jouer le rôle du moi créateur de l'Univers, dans la réalité ordinaire. Aussi préféraient-ils l'état du perpétuel devenir et des possibilités illimitées, à l'étroitesse de la réalité concrète. Car l'action sacrifie l'infinité des possibles pour n'en réaliser qu'un seul. Quoi, tout un monde précieux serait subordonné à la plate réalité, les idées innombrables à un désir borné de précision ? Le langage, disaient les romantiques, est une accumulation de faussetés ; le mot limite la pensée illimitée ; les définitions qui cherchent à saisir la vie indéfinie, sont mécaniques et mortes. Dans cette logique, tout principe est faux parce qu'il pose une borne. Ainsi l'essentielle relation humaine est renversée. Ce n'est pas la possibilité qui est vide, mais la réalité ; non pas la forme abstraite, mais le concret. Cette inversion se poursuit sur le plan philosophique ».

L'essence de la réalité échappe aux romantiques, mais ceux-ci n'en ressentent pas moins sa puissance de fait ; elle demeurerait dans l'ombre comme une force irrationnelle.

« L'homme est impuissant dans les mains du destin qui se joue de lui. » Aussi l'idée de la puissance occulte des Sociétés secrètes (Jésuites, Francs-Maçons...), si caractéristique du romantisme, sera-t-elle « fondée sur l'idée rationaliste d'une influence consciente des hommes sur les événements en même temps que sur la peur démoniaque devant une force sociale monstrueuse ».

Dans une perspective semblable, chez Hegel, Schopenhauer, Marx ou Freud, l'homme est agi par une force véritablement au travail, qui lui échappe et ne lui laisse que l'illusion de la liberté. C. Schmitt rapproche ces conceptions de l'explication que les traditionnalistes donnent de l'homme gouverné

par la puissance divine et qui n'est, selon l'image de J. de Maistre « que la truelle qui se prend pour le maçon ». Là encore, la scission entre l'essence de la réalité (pressentie mais invisible) et son apparence (visible mais illusoire) donne la clé du comportement romantique. Et l'on comprend que l'espace du romantisme tel qu'il est décrit par C. Schmitt dépasse singulièrement les dimensions du romantisme littéraire.

L'activité romantique, reprend C. Schmitt, repousse consciemment toute relation fondée sur une cause objective (le désir chez Schopenhauer, l'Inconscient chez Freud ne sont pas des causes objectives). Aussi n'est-ce pas au concept de **cause** que recourt C. Schmitt pour interpréter la philosophie implicite ou explicite du romantisme, mais à celui d'**occasio** que Malebranche a distingué de la cause. La relation de l'**occasio** à l'effet est inadéquate, elle échappe à toute prévision et à toute objectivité. « L'**occasio** est la relation particulière qui commande le fantastique », écrit Carl Schmitt, elle exclut la soumission à une causalité objective et calculable, l'existence d'une règle normative. La philosophie du romantisme est bâtie sur le modèle de la philosophie occasionnaliste de Malebranche pour qui Dieu est l'instance dernière, et le Monde l'**occasion** de son efficence unique et suprême. Le romantique substitue à Dieu soit le Peuple ou l'Histoire dans une perspective philosophico-politique, soit le Moi individuel dans une perspective philosophico-littéraire.

C. Schmitt définit ainsi le romantisme comme un « occasionnalisme subjectivé ». Dans la philosophie malebranchiste, Dieu crée tous les actes, l'homme accompagne les événements par le sentiment et participe de cette façon à leur accomplissement ; de même, le sujet romantique isolé traite le monde comme occasion d'activité subjectiviste : « Son activité n'est que l'écho passionné d'une activité toujours étrangère ». C. Schmitt tire un diagnostic sévère de l'activité romantique que vient éclairer sa définition philosophique : « Son subjectivisme le condamne à ne produire autre chose qu'une espèce de commentaire lyrique à la vie, avec une passivité fondamentale qui l'écarte de tous les concepts et systèmes philosophiques... La conséquence immédiate de cette méthode, qui prétendait instaurer une philosophie nouvelle et la liberté

parfaite, est un opportunisme complet et une admirable disposition à être totalement assimilé, avec, en plus, une passivité absolue. Tous ses efforts ne conduisent qu'à produire une sorte de trémolo de pensées lyrico-rationalisantes, suscitées au fond par des décisions et des responsabilités extérieures. Le romantisme politique termine là où commence l'activité politique réelle ».

L'analyse de Carl Schmitt ouvre la voie à une leçon politique : le romantisme est un symptôme de la maladie dont souffre la société politique, traumatisée par l'expérience révolutionnaire : « Cette absorption du centre spirituel par un sujet dont l'activité est limitée à l'expression artistique n'était possible que dans une société minée par l'individualisme et sous un régime bourgeois où l'individu doit tirer ses déterminations spirituelles de son propre fonds et porter toute la charge d'une destinée sociale dont les fonctions étaient autrefois imparties à une hiérarchie... Cette prêtrise réduite au privé, voilà la racine du romantisme et des phénomènes romantiques ».

Carl Schmitt, on le voit, pose les termes du problème, il apporte la clarté dans la confusion, voit la réalité sous les masques de l'illusion, mais il n'apporte pas de solution, il juge que ce n'est pas là son rôle. C. Schmitt se contente d'une description objective, phénoménologique du romantisme, comme il le fera pour le régime de Weimar dans **Légalité et légitimité**, comme il le fera pour le concept de politique dans **Notion de Politique**. Son œuvre est pour une grande part consacrée à l'élaboration de concepts. Mais poser les termes d'un problème, c'est déjà jeter les bases de sa solution.



Légalité et légitimité.

Cet ouvrage, paru en juillet 1932, est un ultime coup porté par Carl Schmitt au régime de Weimar, édifice trop savant, chef d'œuvre sans doute de la science politique et dont la décadence constitue l'aboutissement fatal de l'introduction des méthodes purement rationnelles en droit public.

Selon la thèse essentielle exposée dans cet ouvrage, les partis qui étaient pratiquement ignorés par la constitution sont devenus le centre de gravité de la vie politique, tandis que les institutions consacrées par la loi sont progressivement tombées en désuétude : autrement dit, la légitimité plébiscitaire (les élections devenant de véritables plébiscites) a brisé le système de la légalité, la politique a pris le pas sur les doctrines et les théories, le peuple organisé a pris corps derrière les structures figées de l'Etat.

Ce livre annonce la révolution nationale-socialiste. Il établit une distinction fondamentale entre la légitimité qui, procédant d'un rapport réel, constitue le fondement d'un ordre concret, et la légalité qui permet d'obtenir et de garder un pouvoir dont l'origine est dans la fiction.

C. Schmitt commence par évoquer « la débâcle de l'Etat législateur parlementaire » né du « positivisme juridique ». Il livre ensuite les caractéristiques de l'Etat législateur : « Ce sont des normes qui expriment le plus parfaitement possible la volonté générale, sans qu'il y ait lieu de la discuter ; ces normes veulent être le droit et doivent en conséquence s'attribuer certaines propriétés en vertu desquelles toutes les affaires du domaine public peuvent leur être soumises ». Le Parlement doit son prestige « au fait qu'il élabore les normes avec le même prestige que le législateur en tant qu'organe législatif ». Une séparation essentielle s'établit entre la loi et l'application de la loi, c'est-à-dire entre le législateur et l'organe exécutif. « Ce ne sont plus des hommes, ni des autorités, ni des magistrats qui commandent en souverain, mais des lois ». C. Schmitt cite la formule de Max Weber selon laquelle « la forme aujourd'hui la plus courante de la légitimité, c'est la foi dans la légalité ». La légalité de l'Etat législateur a pour mission de rendre superflue la légitimité, que ce soit celle du monarque ou celle de la volonté populaire. C. Schmitt établit une classification entre les diverses formes de régime basées sur la légalité ou la légitimité, distinction capitale qui pour lui transcende la distinction traditionnelle entre monarchie, oligarchie, démocratie, etc..

L'auteur s'attache surtout à décrire les divers aspects de

l'Etat législateur. Il dénonce la confusion entre « le terme **droit**, devenu l'équivalent de **loi**, et le terme **loi** devenu à son tour synonyme de réglementation étatique, adoptée avec le concours de la représentation populaire ». La légalité est l'absolu, il n'y a pas d'autorité ni d'ordre venant d'en haut. Semblable conception de la loi illustre une vision neutre et formaliste de la légalité, caractérisée par l'absence de toute valeur intrinsèque.

L'Etat législateur moderne, dans sa version démocratique, a abandonné le dualisme Etat-Société, pouvoir royal-représentation populaire. Il y a donc identification de la volonté populaire et de la volonté de l'Etat : « La loi, dans une démocratie, est l'expression passagère de la volonté du peuple tel qu'il se présente à un moment donné ; autrement dit, c'est la volonté d'une majorité momentanée ».

C. Schmitt met en évidence la fragilité des postulats sur lesquels l'Etat législateur parlementaire est fondé implicitement : « Aucune démocratie ne subsiste sous cette hypothèse que le peuple est bon et que, par conséquent, sa volonté est une mobile suffisant : **il suffit qu'il veuille** ». Nous retrouvons dans ces réflexions les idées qui ont inspiré **Romantisme politique**. Lorsqu'il analysera les fondements anthropologiques des théories politiques, C. Schmitt écrira dans **Notion de Politique** : « Toutes les théories politiques véritables postulent un être corrompu, c'est-à-dire un être dangereux et dynamique, parfaitement problématique ». Les théories démocratiques se placent ainsi hors de la sphère du politique qui a « pour élément déterminant l'existence possible d'un ennemi ». D'autre part, la démocratie suppose « la foi dans l'harmonie parfaite entre la majorité parlementaire et la volonté du peuple pris dans son ensemble. C. Schmitt dénonce ainsi l'absurdité du formalisme parlementaire : « Du moment que le Parlement se borne à enregistrer des **décisions de majorité**, sans tenir compte des qualités de ses membres, et que la décision de majorité devient la loi en renonçant à toute « exigence matérielle », toutes garanties de justice et de raison prennent fin ; la notion même de loi et de légalité ne signifient plus que des calculs de majorité. Le 51 % des suffrages donne naissance à la majorité parlementaire ; le 51 % des votes du Parlement produit le droit

et la légalité; enfin le vote de confiance par le 51 % consacre le gouvernement parlementaire légal ».

Toutes ces considérations qui sont apparemment d'ordre général s'appliquent évidemment, tout en dépassant le cas particulier, à l'évolution du régime de Weimar. « On suppose qu'en vertu des liens semblables qui rattachent tous les citoyens à un même peuple, tous doivent être, en raison de ces traits communs, essentiellement semblables les uns aux autres. Or, que cette hypothèse, supposant une harmonie nationale parfaite, vienne à disparaître, on verrait immédiatement le pur « fonctionnalisme » sans objet et sans contenu, résultant des données de la majorité arithmétique, exclure toute neutralité et toute objectivité; ce sera le despotisme d'une majorité plus ou moins forte sur une minorité battue et réduite à merci... La justesse même des données arithmétiques sera faussée car, raisonnablement, on ne peut additionner que des éléments de nature semblable et homogènes ». La légalité neutre et abstraite, dépourvue de toute référence à des valeurs supérieures, conduit à l'incohérence : dans ce type de légalité, « seul est illégal, seul est un tyran celui qui use des pouvoirs publics ou qualifiés comme tels sans avoir de son côté la majorité absolue. Par contre, quiconque aurait réuni cette majorité ne commettrait plus d'injustices, mais, au contraire, tous ses actes se transformeraient en droit et en légalité... » « Le parti au pouvoir jouit donc de toute la supériorité que procure, dans un Etat basé sur cette espèce de légalité, **la possession de la force légale...** La majorité cesse tout à coup d'être un parti, elle est l'Etat ». C. Schmitt prouve ainsi que la raison absolue devient déraison. L'évolution vers l'absurde d'un Etat fondé sur le rationalisme juridique est une illustration parfaite sur le plan politique, du mot de Chesterton selon lequel « le fou est celui qui a tout perdu, sauf la raison ».

Une leçon essentielle de cet ouvrage est de montrer qu'une démocratie ne saurait être réellement démocratique, que toute démocratie, par sa logique propre, s'écarte du libéralisme et se rapproche du totalitarisme. Malgré les affirmations rhétoriques sur la libre concurrence entre les partis, on ne peut exercer innocemment le pouvoir dans un Etat démocratique. Il va sans dire que la diffusion des mass-médias,

arme formidable aux mains des gouvernements, donne aux remarques de C. Schmitt toute leur pertinence. « La moindre étude critique, en dévoilant l'incompatibilité qui existe entre la possession légale du pouvoir et le maintien d'une libre-concurrence met en péril le principe même de la concurrence loyale. Que voyons-nous ? D'une part, la libre concurrence cesse en face de la présomption légale dont bénéficie toute manifestation de la puissance publique, et cependant aucune puissance publique légalement constituée ne peut renoncer à cette présomption légale. D'un côté, le principe de la libre concurrence exige que tous les partis politiques puissent y recourir et en bénéficier, chacun pour soi et tous dans une parfaite égalité, mais de l'autre côté, « libre concurrence » apparaît de nouveau comme une de ces notions imprécises en relation directe avec la situation concrète, notion à laquelle seul peut avoir recours et dont seul peut disposer le pouvoir légalement constitué, c'est-à-dire le parti au pouvoir. C'est ce dernier qui fixe souverainement la latitude d'action de son adversaire politique. Par là, il décide aussi à quel moment débute l'illégalité. Bien franchement, il n'y a là ni libre concurrence, ni chance égale d'atteindre le pouvoir... Dans la possession légale de la puissance publique, c'est la suprématie politique qui finit toujours par l'emporter ».

C. Schmitt décrit le processus inévitable qui conduit au totalitarisme démocratique tel que nous pouvons le voir fonctionner aujourd'hui dans le prétendu « monde libre » et particulièrement en France. « Dans un Etat qui, par la multiplicité des domaines englobés dans son rayon d'action, forme un tout centralisé et qui, d'autre part, se trouve en même temps dissocié en une quantité de partis, tous les dépositaires du pouvoir, maîtres de l'influence politique... doivent se soumettre sans exception à la même obligation : ils doivent profiter de leur puissance éphémère pour prévenir l'attaque de l'adversaire politique et faire de chacune de leurs compétences une arme destinée aux luttes intestines. » « Un Etat plural, composé de nombreux partis, ne deviendra un Etat totalitaire ni en vertu de sa force, ni en vertu de sa constitution interne, mais uniquement par faiblesse. Il s'immisce dans tous les domaines, parce qu'il est forcé de satisfaire tous les intérêts. Il doit tout spécialement

intervenir dans le domaine de l'économie privée, même s'il ne mise pas à y exercer une direction quelconque et une influence politique ». La distinction entre Etat et Société s'est peu à peu effacée, comme le soulignait J. Borckhardt dès 1870, en décrivant ainsi les conceptions démocratiques : « Le pouvoir de l'Etat sur l'individu ne lui paraît jamais assez grand, aussi tend-elle à effacer les limites entre l'Etat et la Société et à charger l'Etat de tout ce que la Société ne fera vraisemblablement pas ; mais cette conception veut par ailleurs que toutes choses restent discutables et transitoires ».

Face à cette évolution, Carl Schmitt conclut à « la nécessité impérieuse d'une autorité stable, afin de s'affranchir de cette primauté de la politique et, tout en brisant les cadres de l'Etat totalitaire, de conquérir à nouveau des domaines où l'action puisse s'exercer sans entraves et où la vie suive librement son cours ».

Le système de Weimar était ambigu parce que fondé à la fois sur le système de la légalité parlementaire et sur celui de la légitimité plébiscitaire par l'élection du Président au suffrage universel. Ambiguïté qui est aujourd'hui celle de la V^e République. C. Schmitt, dans cet ouvrage, préconise une réforme de la constitution dans le sens de la légitimité, dernière chance de sauver un régime moribond. « Si l'on y parvient, l'idée d'une œuvre constitutionnelle allemande survivra ; sinon, c'en sera fini avec les fictions qui président au fonctionnement d'un système majoritaire dont la neutralité n'avait d'égale que son indifférence à l'égard de toutes les valeurs, y compris la vérité. Alors la vérité reprendra ses droits.

Notion de politique.

Lorsqu'il étudie la notion de politique, C. Schmitt s'interroge non pas sur la politique telle qu'elle pourrait ou devrait être, mais sur la politique telle qu'elle s'est réellement incarnée dans l'histoire. Il exclut ainsi délibérément l'utopie ou la fiction normative. Ce phénoménologisme politique qui retrouve l'inspiration d'un Machiavel refuse « l'essentialisme » qui ferait de « la politique » quelque idéal plus ou moins

inaccessible dont « les politiques » ne seraient que la réalisation encore imparfaite. La réflexion de C. Schmitt relève de l'existentialisme politique et l'on comprend que H. Marcuse, dans un article paru en 1934 consacré à une analyse de la pensée totalitaire, ait pu faire de C. Schmitt, associé à Heidegger, un des représentants les plus éminents de cet existentialisme politique où il voit l'une des principales composantes du totalitarisme.

La méditation de C. Schmitt est visiblement empreinte d'une certaine nostalgie à l'égard de la conception européenne classique de l'Etat : « L'Etat européen classique avait réussi cette chose tout à fait invraisemblable qui fut d'instaurer la paix à l'intérieur et d'exclure l'hostilité en tant que concept du droit... à cette époque, seule était politique au sens plein, haute politique, la politique extérieure pratiquée par un Etat souverain.. En quoi réside le caractère classique de ce modèle d'unité politique une et pacifiée à l'intérieur où elle fait face à d'autres unités souveraines ? En ceci qu'il se prête à des distinctions nettes et claires. Entre l'intérieur et l'extérieur, entre la guerre et la paix, entre les militaires et les civils durant la guerre, entre la neutralité ou l'absence de neutralité, la démarcation est bien apparente et nul ne cherche à l'effacer ».

On pouvait alors confondre les notions d'étatique et de politique. Mais la décadence contemporaine de l'Etat conduit à une réévaluation du concept de politique. En effet, « l'Etat, modèle de l'unité politique, et investi d'un monopole étonnant entre tous, celui de la décision politique, l'Etat, ce chef-d'œuvre de la forme européenne et du rationalisme occidental, est détrôné ». Cependant, le déclin de l'Etat, voire la mort de l'Etat en cas de guerre civile, par exemple, n'entraîne pas, au contraire, l'extinction de la politique.

C'est la distinction entre l'ami et l'ennemi qui apparaît à C. Schmitt comme le seul critère du politique. L'acte politique par excellence, c'est la désignation de l'ennemi : « Les concepts d'ami et d'ennemi doivent être entendus dans leur acception concrète et existentielle, et non point comme des métaphores ou des symboles, il ne faut pas les atténuer en y mêlant des notions économiques, morales ou autres, ni surtout les interpréter psychologiquement, dans un sens

privé et individualiste ». Malgré les espoirs, les fictions moralisantes et les abstractions normatives », on ne saurait nier que les peuples se regroupent conformément à l'opposition ami-ennemi, que cette opposition demeure une réalité de nos jours, et qu'elle subsiste à l'état de virtualité réelle pour tout un peuple qui a une existence politique ».

L'analyse de C. Schmitt s'attache surtout à la politique extérieure, à la désignation de l'ennemi extérieur — ce qui est compréhensible compte tenu de la critique implicite du Traité de Versailles et de son acceptation par la république de Weimar que contient l'ensemble de ce texte. Mais l'auteur n'a cependant pas négligé l'importance du politique — désignation de l'ennemi — à l'intérieur même de l'Etat, importance qui est le signe indubitable de la décadence de l'Etat. Ainsi, écrit C. Schmitt au sein d'une problématique modelée sur celle de Hobbes, « quand, au sein d'un Etat, des partis organisés sont en mesure de fournir à leurs adhérents une protection plus grande que celle de l'Etat, l'Etat devient au mieux une annexe de ces partis ». On pourrait aujourd'hui remplacer le terme de parti par celui, plus général, de groupe de pression, en y incluant les syndicats.

C. Schmitt, après avoir évalué le critère du politique et reconnu que « tous les concepts, notions et vocables politiques ont un sens polémique », peut ainsi démystifier certaines ruses du politique qui se dissimulent sous le masque du libéralisme ou du technocratisme qui caractérisent l'ère des dépolitisations ». La pensée libérale élude ou ignore l'Etat et la politique pour se mouvoir dans la polarité de deux sphères hétérogènes : morale et économie, esprit et affaires, culture et richesse... Les concepts libéraux se meuvent tous de façon fort caractéristique entre l'éthique (l'esprit) et l'économique (les affaires) et émanant de ces pôles opposés, ils tendent à annihiler la politique, domaine de la violence et de l'esprit de conquête ». Le libéralisme n'a pas de théorie positive de l'Etat et du politique, mais il y a une « politique libérale sous forme d'opposition polémique visant les restrictions de la liberté individuelle par l'Etat, l'Eglise ou d'autres... Aux yeux de ce libéralisme, seul reste valable, dans l'Etat et en politique, ce qui concourt uniquement à assurer les conditions de la liberté et à supprimer ce qui la gêne ».

Par là, le libéralisme rejoint la praxis politique dont l'aspect essentiel est la désignation de l'ennemi : l'ennemi sera celui qui refuse le jeu du libéralisme au nom d'une éthique et de valeurs différentes, qui refuse le relativisme et le scepticisme qui caractérisent la pensée libérale au nom de la vérité.

C. Schmitt analyse fort judicieusement l'idéologie techniciste sur le terrain de laquelle se rejoignent libéralisme et marxisme. En effet, explique-t-il, « tout prend son sens concret historique dans la perspective du secteur central qui en fournit la clé », naguère la théologie, puis la métaphysique et la morale humanitaire, enfin l'économie. Le marxisme reste prisonnier des catégories du XIX^e siècle qui gravitent autour de l'économie. Le marxisme comme l'idéologie technocratique sont fascinés par le progrès technique qui a entraîné une transformation extraordinairement rapide des situations sociales et économiques : tous les problèmes moraux, politiques, sociaux subissent l'emprise de cette réalité du développement technique. « L'homme se crée une religion du progrès technique qui consiste à croire que tous les autres problèmes se résoudreont d'eux-mêmes grâce à ce même progrès technique ».

Mais la technique reste étrangère, « aveugle » à toute civilisation, et de la technique pure « on ne saurait tirer aucune de ces conclusions qui se déduisent habituellement à parler des secteurs dominants de la vie intellectuelle : ni une conception du progrès de la civilisation, ni un type de **clerc** ou de chef spirituel, ni un système politique défini ».

Ces lignes de C. Schmitt qui font écho aux préoccupations d'autres représentants de la tendance conservatrice révolutionnaire comme Ernest Jünger, prennent une résonance étonnante aujourd'hui où il est à peu près communément admis que la religion du technicisme est vide de tout contenu réel de civilisation et conduit au désespoir. L'Occident s'est abandonné trop longtemps à la douce rêverie du progrès technique, et lui a confié trop d'espairs qui ne pouvaient pas ne pas être déçus, en négligeant les domaines qui donnent vie et vigueur à une civilisation. Une nouvelle élite politique doit se lever pour brandir le drapeau d'une nouvelle spiritualité et de nouvelles valeurs, donner un sens différent à

la vie, à la culture, à la politique, une orientation nouvelle à notre civilisation désemparée, minée par les forces de dissolution.

Carl Schmitt a posé l'énoncé du problème avec lucidité et rigueur. Il a dénoncé les fictions et les maux dont les sociétés politiques se meurent, il en a mis à nu les racines les plus profondes sans se contenter d'une critique hâtive et superficielle qui serait restée purement conjoncturelle. Peut-être le temps est-il venu pour que la pensée de Carl Schmitt prenne sa véritable dimension. Elle constitue, en tout cas, malgré tel ou tel point de désaccord, un apport inappréciable dans la perspective d'un renouvellement effectif de la doctrine nationale-révolutionnaire d'où pourra naître, demain, un ordre nouveau européen.

Luc TIRENNE.

Conscientisation et massification

Deux mots font un bruit énorme dans le monde des idéologies matérialistes : conscientiser les masses et massifier les gens.

Pour ceux qui ne connaissent pas la subtile dialectique de l'interprétation marxiste selon le temps, le lieu ou les circonstances, ces deux mots peuvent avoir une sonorité harmonieuse et, pourquoi pas, bienfaisante. « Conscientiser » peut être « donner à l'individu plus de conscience de lui-même », tandis que « massifier » pourrait signifier « garantir plus de solidarité entre les mortels ». C'est d'ailleurs sur de telles interprétations ad-hoc que les propagateurs de ces idéologies misent lorsqu'ils lancent leurs formules dans le circuit politique et social. L'ignorance et la crédulité des gens font le reste...

Or, la réalité palpable des termes n'est pas celle de leur définition. Il y a une profonde différence, qui doit être saisie clairement par ceux qui veulent se défendre ou se défaire de leur influence nuisible. Car il y a des contradictions flagrantes dans le sens et les perspectives des termes, qui les rendent absurdes, contradictoires et fausses. Ces idéologies, d'ailleurs, avec un manque de scrupules total, provoquent et multiplient les confusions afin de modifier une réalité qui leur est défavorable.

Tout d'abord, on peut préciser que les deux termes ont un rapport étroit entre eux, par le fait que tous deux se rattachent au problème de la conscience et de la liberté.

La massification n'est nullement un état de solidarité générale, ni une attitude de rapprochement entre les gens pour la défense de quelque intérêt collectif. Ce serait trop beau, mais aussi en contradiction ouverte avec les intentions inavouées des idéologies matérialistes. En réalité, la massi-

fication, c'est l'intégration de l'individu dans une structure, dans un mécanisme, sur lesquels il n'a pas de prise; c'est l'acceptation automatique d'une idée, d'une attitude, d'un comportement, sans l'intervention de la propre conscience de l'individu. Or, quelle valeur sociale peut avoir une pareille structure, si l'adhésion n'est pas faite par une détermination consciente et après un jugement de valeurs de la part de celui qui est sollicité ?

La massification constitue en fait la négation de la liberté, non seulement « du choix », mais aussi de la liberté tout court. Par cette entrée dans les rangs, sous l'allégation que le social — ou le peuple, comme on dit aujourd'hui — l'exige, on voit s'annihiler les prérogatives les plus chères et les plus indispensables de l'homme.

D'autre part, pour toute personne normale, le geste de répulsion ou d'adhésion à une idée, à une philosophie, à un parti politique ou à n'importe quelle autre manifestation sociale, n'a de valeur, ne peut être considéré générateur de règles valables, que s'il s'agit d'un geste conscient. Selon cette appréciation, tout ce qui fait appel à la conscience, au jugement et à l'adhésion librement consentie s'éloigne totalement de la notion de « massification » et de celle de la « masse » en tant qu'expression de la dynamique sociale.

Mettre en premier lieu ces notions (conscience, jugement, adhésion libre), c'est donner à l'homme en soi une priorité et une importance que toutes les idéologies des masses s'efforcent de lui retirer. C'est pourquoi, la tendance actuelle de ces idéologies matérialistes de provoquer la « CONSCIENTISATION » des masses, nous semble un non-sens, sinon un acte impie et démagogique.

Nous savons parfaitement ce que représente ce terme dans la pensée et la stratégie de ceux qui le mettent depuis quelque temps en vedette. Et nous savons aussi quelle entorse monumentale à la règle a dû être acceptée pour qu'on adopte un élément étranger à tout un système de penser. Normalement, on ne s'éloigne pas des principes matérialistes pour en choisir d'autres qui n'ont rien à voir avec leurs bases doctrinaires. Il doit y avoir quelque chose de tout à fait exceptionnel pour qu'on affronte un pareil risque. Surtout avec un terme tellement frappant et suggestif.

Voyons la réalité :

« **Conscientiser** » peut être l'office et le devoir des mouvements spiritualistes, car l'élément « **conscience** » en fait partie. Dans ce cas, « **conscientiser les masses** » ne serait rien de plus que de les préparer à la spiritualité. Or, convertir une notion profondément spiritualiste en un moyen fausement et opportunément déclaré d'essence matérialiste, est une véritable escroquerie conceptuelle. Mais ces idéologies du mensonge et de la supercherie n'en sont pas à un méfait près.

Malgré cet aspect inquiétant, cela n'est pas pour nous déplaire ! Cette attitude nous révèle deux faits opposés et tout aussi importants :

— D'abord, l'extraordinaire force que représente cet élément immatériel et fragile, auquel on avait nié même, jusqu'ici, le droit d'exister ;

— Ensuite, la pénurie criante d'éléments purement « **matérialistes** » ou « **matériels** » dans les doctrines qui se proposent de massifier, en tant qu'éléments capables de jouer un rôle d'envergure dans la dynamique sociale. Faire appel à un facteur spiritualiste de ce genre pour se rapprocher des masses et espérer, grâce à ce détournement de sens, la mainmise sur ces masses, c'est avouer indirectement la faillite de toute une école.

L'erreur que font les adeptes de telles modifications et déviations, c'est de considérer la massification comme une sorte de « **socialisation** », un rapprochement des classes par le social et dans le social, un nivellement par le bas non avoué. Ensuite, ils ont érronément conçu la « **conscientisation** » des masses comme un élément indispensable de la massification des individus, comme une réconciliation des idées et des aspirations, qui aiderait leurs doctrines à s'imposer unanimement, sans une faille.

Pour ces opportunistes impénitents, la conscientisation consiste à imposer certaines idées monolithiques pour uniformiser les opinions. Ils n'ont jamais envisagé le fait qu'en provoquant une pareille action dans les masses, ils provoqueraient par là une « **prise de conscience individuelle** », et qu'une pareille modification structurelle se trouverait en contradiction ouverte avec leurs propres bases doctrinaires.

Ils ont vu la valeur du terme, mais ils n'en ont pas réalisé les conséquences.

Leur raisonnement a suivi une ligne logique. Selon ce raisonnement, en imposant certains slogans par le truchement de la « conscientisation », on doit arriver plus facilement à l'unanimité d'attitude, donc à sa massification. On a oublié une seule petite chose, le grain de sable de leur propre perte : en conscientisant les masses, on ne peut pas les empêcher en même temps de réfléchir. Au contraire, on provoque l'acte même de la réflexion. La réflexion est un mouvement de la conscience libre. Or, si les gens arrivent à réfléchir en pleine liberté, qui peut garantir que la tendance des masses penchera vers un état de « massification » ? Cette massification ne peut avoir lieu à cent pour cent que là où la tyrannie de l'autorité ne laisse aucune marge à la liberté de conscience, ou bien là où les couches sociales sont tellement ignorantes qu'elles sont incapables d'avoir des opinions personnelles.

En faisant appel à la conscientisation des masses, les doctrines matérialistes ont recouru à un moyen qui n'appartient pas à leur fond de doctrines et qu'elles veulent employer à l'encontre de leur nature profonde. Le procédé est en contradiction avec leur manière de définir théoriquement les bases de leurs idéologies, ce qui peut se retourner contre elles : un individu, même s'il fait partie d'une masse bien déterminée, délimitée, dès qu'il se sent en quelque sorte « conscientisé », prend connaissance d'un état nouveau : celui de sa personnalité. Il veut bien croire ce qu'on lui dit ou ce qu'on l'incite à faire, mais il veut aussi comprendre et savoir pourquoi il le fait. Vouloir comprendre, c'est vouloir poser des questions, c'est faire acte d'individualisation. Termes et attitudes tout aussi réprouvés et détestés par n'importe quelle idéologie « massifiante ».

Il y a donc contradiction flagrante entre le but poursuivi par ces idéologies et certains de leurs moyens de réalisation. Qu'elles veuillent ou non l'avouer, la massification signifie une uniformisation de pensées, d'attitudes, de manifestations ; l'inexistence des opinions personnelles, SI ANODINES qu'elles soient ; l'obéissance aveugle à des décisions imposées d'en haut, SI ABSURDES qu'elles paraissent ; l'accomplissement des tâches imposées, SI CONTRE-NATURE qu'elles soient en

réalité. C'est à cette condition seulement qu'elles peuvent vivre et se maintenir.

Pour arriver à ce résultat, dans les pays où le « **socialisme scientifique** » a une totale main-mise sur les individus, la prison, le camp de concentration et la torture sont là pour dissuader ceux qui ne comprendraient pas que leur intérêt est de s'assimiler à la masse sourde et aveugle, ou qui laisseraient apparaître, au fond d'eux-mêmes, l'existence d'une certaine conscience, assoiffée de vérité et prête à se manifester. Dans de pareils cas, la conscience n'est qu'une survivance de cet « **absurde spiritualisme nationaliste** » dont la présence insolite trouble la formation d'une réalité nouvelle : la massification monolithique des classes.

Cependant, quand il s'agit des pays et des nations non atteints par la grâce des doctrines matérialistes, cet élément détesté devient une arme utile entre les mains de ces derniers. Provoquer la conscientisation apparaît comme un devoir, car l'homme, dit-on, a besoin de pouvoir se manifester, penser, juger, s'exprimer et critiquer... Les masses qui souffrent, répète-t-on, ne peuvent s'élever jusqu'à la compréhension de leur condition sans atteindre préalablement cet état de « **conscientisation** » qui leur ouvre des horizons et des perspectives...

Et c'est là que réside leur erreur !

Depuis toujours, l'extension des bases, dans les idéologies matérialistes, a reposé sur les masses ignorantes. Plus elles étaient ignorantes, plus on pouvait les manœuvrer facilement, les mener vers un but ou vers un autre, leur faire croire que ce qui est blanc aujourd'hui était noir hier, et vice-versa, les encadrer, les massifier. Les quelques intellectuels, les quelques hommes conscients qui se sont rapprochés de ces idéologies, n'ont été que des transfuges : idéalistes désespérés en quête d'une affirmation, ou profiteurs calculateurs.

Or, vouloir tirer de l'ignorance les couches qui leur fournissent le plus clair et le plus important de leurs cadres, justement par le fait qu'elles sont ignorantes et incapables de juger par elles-mêmes, c'est provoquer un processus irréversible, dont les résultats, à longue échéance, modifieront inéluctablement les assises humaines de leur force.

« **Le réveil des masses** » peut sans doute faire naître une

sympathie momentanée en faveur de ceux qui le soutiennent, tant qu'on n'arrive pas à voir ses répercussions. Pourtant, une fois « **conscientisées** », ces masses prendront un autre aspect, par le simple fait qu'elles auront changé de catégorie pensante. Les perspectives brusquement ouvertes engendreront une nouvelle mentalité, beaucoup plus réfractaire aux exigences massifiantes des idéologies matérialistes, qu'elle ne sera hostile aux attrait du confort et du bien-être de la vie bourgeoise. La tendance à la massification est plus forte dans les rangs des couches inférieures, dépourvues de tout, tout le temps qu'elles ignorent presque entièrement la douceur de vivre. Dès qu'elles commencent à envisager des différences dans leur statut social et à entrevoir une amélioration qui leur ouvre les portes des classes immédiatement supérieures, elles n'ont d'autre désir que d'y arriver, d'y pénétrer pour s'y maintenir. Ainsi, l'acte de « **conscientisation** » constitue le premier degré de cette marche ascensionnelle qui éloignera de plus en plus ces classes de l'intention originaire de ceux qui l'ont conçue.

En dépit de l'échafaudage minutieux et tortueux des idéologies matérialistes, la conscientisation des couches inférieures de la société ne peut pas mener à leur massification obligatoire. On peut prévoir justement un processus contraire, car plus les individus prennent conscience d'eux-mêmes et de leurs possibilités, plus ils deviennent réfractaires à toutes les tendances qui cherchent à entraver leur épanouissement et à leur imposer une ligne de conduite rigide, contraire en général à leurs aspirations nouvelles. Or, là où l'intérêt de l'idéologie matérialiste exige une uniformisation de pensée et d'action, les individus affranchis voient un nouveau moyen d'élévation sur l'échelle sociale. Les idéologies massifiantes, qui ne perçoivent dans l'individu que son côté matériel, sont incapables de comprendre qu'à partir d'un certain degré d'évolution, cet élément matériel devient aussi un élément de pensée et de valeur, qui échappe aux règles de la matérialité vulgaire.

Et voilà la deuxième erreur : dédaigner totalement ce qu'il y a de plus subtil dans l'être humain : sa conscience.

Jouer avec le terme, l'employer avec désinvolture pour « la **nécessité de la cause** », c'est très facile. Surtout quand on considère ce terme comme un simple atout de propagande

et un excellent argument contre un système politique vulnérable d'un certain point de vue. Traiter cet élément spirituel comme une simple catégorie matérielle facilite peut-être la mise en branle d'un nouveau moyen d'attaque ; il ne fait nullement disparaître son importance absolue.

L'individu, en tant qu'être de chair et d'os, existe à partir de sa prise de conscience. Il peut déambuler toute une existence en tant que matière vivante soutenue par ses fonctions vitales. Une foule de ces masses vivantes grouillent sur la terre, sans aucune conscience de ce qu'elles représentent et même de ce qu'elles sont. Ces individualités informes, ballotées par tous les vents, constituent la réserve anonyme dans laquelle les systèmes matérialistes recrutent leurs membres : colonnes infinies d'ignares, victimes préférées de tous ceux qui s'appuient sur le nombre et sur la crédulité des gens. Dans ce cas, la conscience en soi, en tant que valeur sociale ou politique, ne peut que nuire à tous les systèmes basés sur le poids du nombre.

L'individu végétatif ne devient homme, ne devient personnalité respectable, qu'à partir du moment où sa conscience perçoit son indépendance par rapport au milieu environnant. A partir de cet instant, il ne se contente plus de recevoir passivement des injonctions et des ordres. Il commence à faire un choix. La conscience détermine la personnalité. Or, la conscience n'est pas une caractéristique matérielle. C'est une force intrinsèque du métabolisme psychologique, indépendante des nécessités les plus immédiates, les plus indispensables. Il n'y a pas de rapport entre la taille, le poids ou le sexe de l'individu, et sa conscience. Ce sont des « substances » différentes. Les premières s'appuient sur des éléments purement matériels, tandis que la conscience dépasse ces données et plonge dans une dimension « a-dimensionnelle » sur laquelle le milieu ambiant n'a plus de prise, du moins directe. C'est pourquoi, d'ailleurs, les doctrines matérialistes nient la « réalité » de la conscience et considèrent utopiques toutes les doctrines spiritualistes, dans lesquelles la notion de conscience a sa place bien déterminée, constituant la plaque tournante de tout un système de pensée.

Il apparaît donc surprenant aujourd'hui que les doctrines matérialistes, par l'intermédiaire actif du système marxisto-

communiste, se montrent tellement intéressées par le problème et pressées de « conscientiser » les masses. Outre qu'elles reconnaissent par là la supériorité du fondement spiritualiste, ces doctrines risquent de provoquer un doute dangereux dans l'esprit de leurs membres ; sans parler des conséquences lointaines auxquelles on a fait allusion plus haut.

Sans doute les doctrines marxistes n'ignorent pas que cette attitude est peu orthodoxe, ni que leur doctrine court des risques en s'exposant d'une manière tellement vulnérable aux dangers d'une pareille déviation de leur système. Mais **LES CIRCONSTANCES L'EXIGENT**. Elles ont souffert une chute vertigineuse de prestige ; surtout dans les pays occidentaux, où la vie des classes prolétaires est devenue prospère et heureuse. Ensuite, on a vu apparaître ces Etats nouveaux, avec une population infra-humaine très nombreuse, et qui doivent être conquis par un slogan quelconque. Il y a aussi ces pays du tiers-monde, qui aspirent à un relèvement de leur standard de vie et dont les populations pauvres aspirent à la culture. Ainsi, on a misé sur les avantages immédiats que pouvait apporter une entorse aux principes, laissant pour plus tard le choix d'une autre ligne de conduite plus conforme aux fondements doctrinaires du matérialisme.

Cependant, la trahison des principes ne reste jamais impunie, car c'est leur valeur immuable qui constitue l'élément déterminant d'une doctrine quelle qu'elle soit. Les principes qui peuvent être bafoués, modifiés, éliminés momentanément, quitte à être repris plus tard, **NE SONT PLUS DES PRINCIPES**, mais de simples éléments de circonstance. C'est pourquoi une doctrine, dont les principes se prêtent facilement à de pareilles manœuvres, devient inconstante et perd peu à peu toute prise sur les esprits. Un doute finit par surgir, tant sur son efficacité que sur son authenticité. Et si l'esprit humain passe facilement sur des détails ou sur des actions qui ne lui paraissent pas toucher l'essentiel, il n'admet pas la moindre altération de ce qui, à ses yeux, constitue la substance de sa croyance ou de sa foi.

Il faut être perverti intellectuellement et moralement pour s'accommoder de pareilles adultérations périodiques. L'individu normalement constitué comprend, d'une façon intuitive,

que toute la force de « doctrine » réside dans cette poignée de principes, qui doivent rester inébranlables, **inaltérables**, comme des balises invisibles, dans l'existence et dans l'action, dans le camp de la discussion comme dans celui de la réalisation. C'est à ce prix qu'on peut espérer la victoire finale. Les changements brusques et les fluctuations volontaires peuvent accomplir une fonction de diversion, mais ils peuvent tout aussi facilement provoquer un effondrement de substance, qui se répercute sur l'ensemble de la doctrine.

C'est ce qui arrivera probablement à l'échafaudage prétentieux dans sa « **matérialité historique** » de la doctrine marxisto-communiste. Il y a trop de modifications circonstancielles dans les multiples rouages de sa masse de principes pour qu'ils puissent résister à l'infini à de pareilles manœuvres. Il y aura un dérèglement total, né de la confusion de tous ces principes mis en pratique, retirés du jeu, remplacés, remis en fonction, déclarés dogmes ou rebaptisés particularités circonstancielles.

La « **conscientisation des masses** » est un dernier chaînon de la grande inconsistance communiste sur le plan doctrinaire. Et l'un des plus absurdes, étant donné qu'il consiste à introduire, dans le circuit d'une idéologie matérialiste, un principe typiquement spirituel et spiritualiste. La confusion qu'il peut provoquer dans les esprits de beaucoup de militants n'aura d'égale que les résultats anti-massifiants qui seront sa conclusion logique et fatale (pour employer des termes chers au vocabulaire communiste).

Ce que les marxistes-communistes d'aujourd'hui n'ont pas encore compris, c'est qu'il y a des termes et des notions qu'ils ne peuvent jamais employer sous peine de se compromettre politiquement et de fausser leur doctrine. Ils croient encore dur comme fer qu'ils peuvent adopter ou s'approprier n'importe quel terme, n'importe quelle idée, et confondre par là leurs adversaires, leur enlevant toute velléité de particularité, d'originalité, de monopole. Avec un don de mimétisme très prononcé, ils ont effectué des prouesses de ce genre. Ces victoires partielles, et de nature purement extérieure, leur ont fait croire que leurs tactiques pouvaient s'étendre sans inconvénient dans les domaines d'une autre nature. Ils se sont persuadés qu'ils pouvaient, par une audace

sans bornes, confondre les autres et dominer intégralement la situation. Ce en quoi ils se sont royalement trompés.

On ne peut pas plaisanter avec les principes. On peut les combattre avec ardeur et les écraser sous le poids des arguments ; on ne peut pas les assimiler à son propre système s'ils sont foncièrement contraires à ses normes. Il y a des principes antagoniques, qui représentent justement les pôles des notions divergentes. On ne peut pas rapprocher les principes du bien et du mal en une synthèse valable. De même, on ne peut pas (et on ne doit pas) intégrer une notion spiritualiste dans un tout de structure matérialiste en prétextant qu'on peut ainsi faire sienne cette notion et la fondre dans l'ensemble de tendance matérialiste. Il y a trop d'aspérités répulsives d'un côté comme de l'autre. C'est un rapprochement contre-nature, qui produit, dans la plupart des cas, un choc violent, avec rupture et rétablissement de l'antagonisme précédent.

En supposant, cependant, qu'une symbiose puisse avoir lieu, il n'y aura pas une assimilation pure et simple du principe, avec adaptation tranquille et équilibre stable. On aura affaire à un ensemble hybride, dans lequel l'influence du principe « adopté » contaminera plus ou moins profondément la « pureté » de la doctrine en cause.

Et cette influence peut aller jusqu'à une perte de substance et la désagrégation de la doctrine. Car ce qui fait la force, le dynamisme et le prestige d'une doctrine c'est justement sa droiture, son inflexibilité et son « unicité ». C'est par ces caractéristiques qu'elle représente quelque chose, et c'est pour ces caractéristiques qu'elle est respectée, suivie, défendue par un groupe d'individus.

Au cours de l'histoire, les mouvements religieux, sociaux ou politiques se sont maintenus vivants tant que leurs principes de base sont restés inaltérés, tant qu'ils n'ont pas fait de concessions pour que d'autres principes viennent « compléter » la structure déjà édifiée.

Dans cet ordre d'idées, nous souhaitons que le marxisme communisme persiste sur la lancée de vouloir provoquer la « conscientisation » des masses. A nous d'en cueillir les fruits qui mûriront à la chaleur d'un principe spiritualiste.

Faust BRADESCO.

L'Eglise Malade (II) (1)

Il y a un malentendu : évidence qui n'échappe qu'à ceux qui en usent pour mieux tromper, malentendu qui peut se résumer ainsi : certains affirment qu'ils trouvent dans le mouvement réformateur un enrichissement, car, disent-ils, ils comprennent mieux les vérités évangéliques alors qu'ils se sentaient précédemment paralysés par des pratiques formelles. Seule, la nouvelle religion leur fait vivre le fait chrétien. D'autres au contraire affirment que l'esprit évangélique ne saurait être que celui de l'ancienne Eglise, c'est-à-dire de l'Eglise tout court. Autrement dit, les modernistes de ce temps rejettent en bloc le passé et entendent adopter des rites et des formulations exclusivement nouveaux alors que les traditionnalistes, qui acceptent une part de la nécessaire simplification (qui n'est pas évolution) conservent le meilleur, l'essence du passé.

Mais il faut avoir le courage de reconnaître qu'en fait le catholique fidèle croit à la vie surnaturelle alors que le moderniste, choisissant le parti du bonheur sur terre, élimine le divin avec son cortège d'engagements et de renoncements. Il est aisé d'en convenir en entendant parler les néo-chrétiens, je veux dire ceux qu'a produits l'ère post-conciliaire. Car l'approche de la foi est rendue singulièrement ardue par l'ambiguïté du langage des clercs, aujourd'hui, comme elle l'était naguère par l'abus des symboles, l'hyperbole, l'emphase,

(1) Voir « Défense de l'Occident », n° 98, août-septembre 1971.

l'abstraction et souvent l'incertitude du vocabulaire catholique ordinaire. Mais c'est là aussi l'un des motifs de la crise actuelle de l'Eglise, car ce langage sert admirablement les interprétations libres de la Parole, les extrapolations fallacieuses, abusives ou tout bonnement erronées de la lettre des textes sacrés.

Si l'on y regarde d'un peu plus près, on ne peut pas ne pas s'étonner de la légèreté avec laquelle d'innombrables chrétiens de bonne volonté parlent ou écrivent à tout propos d'apostolat en recherche, de mutation de la foi, de dialogue évangélique en situation, de pastorale de... (grands ensembles, music-hall, prisons, etc...), d'authentifier les valeurs de la base, de poser des actes positifs... — et j'en passe. Non pas que les sujets de réflexion, d'étude ou d'intervention pratique que désignent ces expressions alambiquées ne méritent de retenir l'intérêt, ne soient dignes de préoccupation pour un esprit chrétien, mais il faut bien reconnaître que leur sens échappe quasi totalement aux auditeurs, aux lecteurs, même les plus attentifs, même les plus avertis. Or l'Évangile, l'enseignement qu'il convient de tirer de l'Évangile et de répandre par le monde, ce n'est pas tout à fait la même chose, qui procèdent d'une exigence spirituelle qui ne se paie pas de mots. C'est autre chose que ces redondances traduisant le désir de s'appliquer instantanément à des situations matérielles, négligeant du coup le sacré, écartant le divin. Faire naître le désir de Dieu est possible pour un cœur pur (mais que signifie cette expression pour les tenants du seul confort terrestre ?) ouvert à la clarté élémentaire que seul permet le véritable dépouillement apostolique de qui n'a d'autre but que d'inspirer l'espérance. Heureux les pauvres en esprit qui sauraient ainsi parler par simple humilité, par sainte humilité !

Mais quoi ! Si le vocabulaire catholique actuel avait une signification précise, serait-il permis à des non-catholiques d'affirmer posément que la nouvelle messe, telle qu'elle est rédigée en français (pour ne citer que l'exemple de notre pays), peut être prise à la lettre par eux ? Utilisée telle quelle pour exprimer leur foi ? Evidence œcuménique, répondra-t-on : n'est-ce pas la preuve de l'unité des religions d'inspiration chrétienne ? Hé non, mes pères, parce que c'est pécher contre

l'esprit que de laisser croire que nous parlons le même langage alors que nous ne célébrons pas la même fête. La force de croire, ce n'est pas dans de pareils faux-semblants qu'on la trouvera, car loin d'attirer les tièdes ou les indifférents, elle renforcera en eux cette idée que l'objet même de cette croyance est le résultat d'un bien incertain amalgame.

Allons-nous vers des temps totalement irrégieux, à ce compte ? Cela est possible, mais il faut se garder du pessimisme, de l'erreur. L'irrégion, c'est le fait de celui qui ne veut pas admettre la puissance qui le détermine et le dépasse, ou de celui qui refuse de se soumettre à un impératif d'autant plus surprenant qu'il ne comporte ni représentation matérielle acceptable, ni formulation rationnelle. Mais si les mots ont un sens, l'irrégion de notre temps, c'est la conséquence d'un manque de richesse intérieure, c'est la conséquence du besoin organique de se référer constamment à des mesures mécaniques ou solides. Le fondement du christianisme, c'est ce qui permet même aux non-chrétiens de se comporter selon une loi dont ils ignorent l'essence et les termes, mais qui, bon gré, mal gré, régit leur conduite. Alors, le devoir paraît simple pour ceux qui pensent être chrétiens et catholiques : vivre plus totalement, plus absolument leur foi et les préceptes dont elle s'inspire, être un véritable exemple et adhérer par sa vie entière à cette seule foi.

C'est ce constat fondamental, incitant à une démarche lavée de toute arrière-pensée qui doit autoriser le chrétien à plaindre les pessimistes de la mort de Dieu et de l'irrégion triomphante. Car on ne trouve guère chez ces prophètes inquiets la logique au nom de laquelle ils voudraient faire admettre que Dieu s'efface. Ils confondent les persécutions — même les plus anodines — dont souffre la civilisation chrétienne (et contre quoi il semble aisé d'opposer la résistance du croyant, faite d'espérance, *perinde ad cadaver*) avec je ne sais quel déterminisme subjectif, athéisant et de plus totalitariste dans son nihilisme. De là à sombrer dans l'esclavage que leur impose la société moderne dès l'instant qu'ils s'imposent de choisir entre le capitalisme et le marxisme — choix artificiel et à tout le moins insuffisant s'en en fût —, il n'y a qu'un pas que beaucoup franchissent

sans trop le savoir, domant ainsi l'affligeant spectacle d'une soumission aux forces obscures du désespoir.

Comprendra-t-on ici ce que signifie le recours en cette foi qui libère et qui éclaire, déjà lorsqu'on l'approche ?

*
**

Mais cette foi désaliénante, il faut quelque courage pour en faire admettre la puissante réalité, en l'opposant au refus des contraintes. Car nous croyons, nous autres, semblables dans la foi en Dieu, que l'exemple de Christ ne doit pas cesser de nous habiter, de nous tenir en haleine. « Etre hanté par Jésus-Christ », écrivait naguère le P. Loew, l'ancien docker devenu religieux : formule que nous faisons nôtre sans restriction et qui ne saurait appartenir exclusivement à ceux qui condamnent notre attachement à l'esprit de tradition se résumant en respect de l'unité du Corps mystique et fidélité aux notions de sacré, de divin.

Car cet attachement, cette fidélité ne nous empêchent nullement de nous intéresser à l'homme, fût-il soigneusement « démystifié » par nos frères évolutionnistes. Pas davantage ne nous tenons-nous éloignés du combat pour plus de justice partout ; pas davantage ne sommes-nous réticents devant l'impérieuse nécessité de l'engagement à cette fin. Est-ce faire preuve de pusillanimité que de prier Dieu avant de se lancer dans une action, quelle qu'en soit la nature, dont le résultat importera pour autrui ? Serait-il préférable de supposer que charité et ouverture à tous imposent de se passer de Dieu, de négliger sinon refuser son aide, au moment d'agir ? Un tel comportement ne traduit-il pas une certaine prétention, dans la mesure où il s'agit, ni plus ni moins, de se substituer à Dieu, comme le suggèrent les détracteurs d'une Eglise « sécularisante » et de la croyance « infantilisante » ?

Alors, comment allons-nous pouvoir dialoguer avec ceux-là qui nous considèrent comme des conservateurs, des adeptes de l'immobilisme, des témoins pétrifiés d'un autre temps, bref, des nuisibles et des pauvres en esprit ? Ce n'est pas si facile, mais ce que nous croyons, c'est qu'il y a là un impératif, auquel nous voulons d'autant moins nous soustraire que nous ne devinons plus de réticence de leur part.

Il est en effet singulier de rapprocher les objurgations pressantes au dialogue, à la communication et à la « pastorale de groupe », familières au solennelles, fraternelles ou — nous l'avons entendu — vindicatives, du comportement de ceux dont elles émanent dès lors qu'ils pressentent qu'ils ne parviendront pas à convaincre leurs interlocuteurs. Alors, ils les traitent volontiers de « porte-parole (...) qui ronronne inlassablement les mêmes nostalgies », « d'ainés (qui ne peuvent) s'empêcher de nous casser les oreilles avec les beautés vraisemblablement rêvées de leur temps » ; ils leur disent : « Brandir les épouvantails du néo-modernisme et du marxisme autorise-t-il à remettre en cause les conclusions de Vatican II ? », « ...il est peut-être bon que les chrétiens comme vous crient en effet leur indignation de certaines choses, mais celles-ci sont-elles aussi répandues qu'ils le disent et ont-elles surtout la signification qu'ils lui donnent ? ». « Le Christ est-il mort pour que ses disciples se divisent sur des choses très secondaires pendant que le monde attend le salut ? »...

Qu'on excuse ce petit florilège, d'autant qu'il se rapporte à une tentative personnelle d'engager la discussion (1) ; il ne prétend qu'à montrer comment ceux qui n'apprécient pas les cris d'alarme rejettent dédaigneusement l'argumentation qu'ils appellent. Si l'on s'efforce à la modération et à la modestie, on s'entend dire qu'il n'y a pas, dans l'opposition exprimée, de quoi fouetter un chat, mais si l'on parle d'aberration, le mot est pris immédiatement au sens péjoratif et considéré comme une injure ; si l'on dénonce certain aveuglement, cela est tenu pour inadmissible, etc... Et pour finir, celui qui donne l'alarme quant aux dangers que court présentement l'Eglise est accusé de manquer de foi.

La redondance du verbe, la monotonie de ces formules empruntées au langage des sociologues plus ou moins marxisants formés par l'université nouvelle, ont une excuse : la prétention que seuls les néo-modernistes pratiquent une « pastorale en recherche » afin d'intégrer l'Eglise au siècle et que seuls ils savent approcher le peuple. D'où le syllogisme puéril selon lequel nous sommes tous des assassins (pas eux !) si nous ne nous élevons pas bruyamment contre les erreurs

(1) Commentaires sur « Assassins de Dieu » (Grasset, 1969).

des classes dirigeantes et de l'imprégnation qu'ils ont fait subir à l'Eglise, si nous ne protestons pas contre l'absence de réaction pratique de la part des habitants de notre ville, de notre quartier (il y a beau temps qu'on ne parle plus de paroisse, laquelle fut pourtant le creuset des communes) lorsqu'un événement survenu n'importe où sur la planète agite la conscience universelle. En résumé, si on ne parle pas en faveur des opprimés, on pèche. Peu important vingt siècles de vie ecclésiale, d'action missionnaire, hospitalière, enseignante, charitable, etc... : il faut « être de son temps » et clamer sa solidarité, dans un sens unique et bien précisé : celui que montrent les tenants de l'ouverture au monde, qui signifie rien de moins que charger l'Eglise d'une mission de nature politique qui n'est, bien évidemment, en aucune façon dans sa raison d'être.

Mais donner mauvaise conscience aux tièdes et aux passifs est encore une façon de bouleverser la foi et d'obvier le sens de la croyance en Dieu. Et puisque pastorale il y a, observons que c'est un moyen de renouveler la « pastorale de la confession » : si on ne prend pas position ouvertement en faveur de catégories sociales, de groupes humains étiquetés « opprimés », on pèche. Et c'est tout. Jamais théologien intégriste n'aurait osé instituer distinction plus manichéenne, plus abrupte, plus barbare.

Reste que les générations actuelles, surtout les plus jeunes, conçoivent mal qu'elles pourraient se passer ou même limiter l'usage des biens matériels et les possibilités de vivre facilement, que leur prodigue la société de consommation. Certes, il est plaisant de constater que l'aspect de cette société leur déplaît si fort qu'ils font des révolutions pour punir leurs aînés de l'avoir suscitée sans les y préparer congrument. Cette inclination facile au matérialisme le plus plat, il est évident qu'il ne saurait se concilier avec la pratique des vertus dites chrétiennes dans la mesure où il propose pour tout horizon le seul agrément immédiat de la condition terrestre.

Ici se dessine ce qu'on pourrait appeler la prospective de l'Eglise. Qu'on l'entende comme on veut, le Christ n'est pourtant pas venu pour inviter les hommes, y compris les moins chargés d'ans, à borner leur vœu à la détention d'un certain nombre de moyens matériels. Aider ceux qui sont

les plus démunis de ces moyens et ne peuvent les obtenir aussi aisément que d'autres, cela s'appelait en d'autres temps charité. Vocable périmé ! Le fait demeure, cependant, et ce n'est qu'au prix d'une ascèse, d'un renoncement (même partiel) que la philanthropie de place publique n'interdira pas à la charité d'agir, comme elle le fait depuis des siècles du fait de chrétiens que seule leur foi conduit : dans le silence et l'amour des autres.

*
*
*

Combien de fois dans nos discussions de lycéens ou d'étudiants n'avions-nous pas repris la question du rôle du Christ, homme public ! Quelques-uns affirmaient qu'il avait apporté par son exemple la démonstration d'une authentique révolution sociale, une révolution menée à son terme. Entendons bien qu'il ne s'agisse pas de découvrir en lui le premier **socialiste**, ni un de ces démocrates à la mode d'Athènes ou de la Rome des derniers temps d'avant sa venue, mais plutôt l'humanitarisme dont le but exclusif était en effet de servir tous les hommes qui accepteraient, secouant les habitudes et les impératifs de la loi mosaïque, d'être ainsi aidée. Cette révolution sociale, je l'ai toujours imaginée bâtie sur des fondements de solidarité et d'amour, certes, mais aussi et surtout de rigueur : rigueur envers soi, rigueur quant à la participation demandée à autrui. La mise en commun des biens n'était ni réservée, ni imposée aux seuls compagnons qui deviendraient les apôtres, aux seuls adeptes. L'incitation à la pauvreté vécue ne s'adressait pas seulement aux possédants. La dénonciation du scandale ne visait pas exclusivement les personnages les plus en vue de cette société si hiérarchisée. La règle de vie proposée était bonne pour tous ; le nivellement s'opérait à un niveau commun fixé au moyen de critères qui ne devaient rien à la condition sociale : car importaient plus les mérites moraux que les positions matérielles.

De même, si l'Eglise voulue et conçue par le Christ devait rester à travers les siècles comme l'incarnation temporelle du Maître, si elle prolonge indéfiniment sa présence, elle n'aura cessé d'être aussi une assemblée d'hommes, de

femmes, d'enfants, et dès lors elle constitue une société. Il n'est pas possible de négliger l'Église si l'on veut comprendre la signification et la portée proprement sociales de la loi chrétienne qui n'est qu'application de l'exemple donnée par celui qui la formula.

Il y a une quarantaine d'années, on nous apprenait, et c'était un des enseignements les plus frappants de la légende mystérieuse, que le Christ s'était préparé à la parole publique et à l'action ouverte par la méditation silencieuse dans le milieu familial. On nous faisait toucher du doigt combien il était à la fois normal et remarquable qu'il eût conçu dans de telles conditions son œuvre rédemptrice, et que c'était plus remarquable encore que le fait qu'il ait été bon fils et bon ouvrier. Réfléchissant à cet aspect de l'événement, je devais naturellement conclure que, quelle qu'eût été la qualité de l'éducation religieuse de Jésus, si fort qu'il eût été marqué par ce milieu étroitement croyant et pratiquant qui était le sien, il avait été surtout, spécifiquement, ce qu'il faut bien appeler un laïc dans son temps. De sa fréquentation de la synagogue, du temple, il tirait assurément une connaissance des hommes qui prolongeait ce qu'il en savait par l'exécution de sa tâche quotidienne au hasard des chantiers : mais il conservait l'aspect d'un travailleur comme les autres.

« La parole de Jésus fut lucide, audacieuse, libre, généreuse, neuve, créatrice », écrit un expert (1), qui aurait pu aussi bien ajouter que d'autres s'efforcèrent d'adopter ce style, et d'abord ces missionnaires porteurs de la Parole, ceux qui ne cessèrent, leur courte vie durant, avant comme après la mort de leur Maître, d'annoncer la Bonne Nouvelle laquelle, dix fois, cent ou mille fois, aura pris le visage d'une doctrine morale et sociale qui a situé exactement les devoirs de l'individu devant la société, devant les pouvoirs, à l'égard des autres.

Ce n'est ici le lieu de rappeler les exemples ; ils abondent et sont suffisamment connus, même de ceux qui font mine d'oublier la leçon chrétienne. « Vous aurez toujours des pauvres parmi vous que vous pourrez soulager » (Jean,

(1) J.-P. Auguet, *Le projet évangélique de Jésus* (Foi vivante, Aubier, 1969).

12.1.10 et Matthieu, 26.6.13) ne peut pas être tenu pour une figure de rhétorique, mais comme l'incitation pressante à une prise de conscience et à une intervention matérielle directe. Aussi bien, le premier des disciples en ferait la preuve par l'action : « Je n'ai ni or ni argent, mais ce que j'ai, je te le donne », ce que Matthieu traduisait déjà par ce rappel d'une consigne de solidarité effective : « Tout ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le de même pour eux » (Mat. 7.12) qu'il faut prendre au pied de la lettre également et qui s'inscrit dans la ligne d'une perspective communautaire, au chapitre du partage des biens : « Personne n'appelait sien ce qu'il possédait : ils mettaient tout en commun (...) Il n'y avait pas d'indigents parmi eux ; ceux qui possédaient des terres ou des maisons les vendaient, et venaient en déposer le prix aux pieds des apôtres ; puis on le distribuait selon les besoins de chacun » (Act. 4.32-35).

Et lorsque ces mêmes apôtres écrivent : « Pour nous, nous ne pouvons pas ne pas dire ce que nous avons vu et entendu » (Act. 4.20), ils apportent une preuve supplémentaire du caractère public d'un mouvement d'inspiration sociale, qui refusait la clandestinité et, si l'on peut dire, l'esprit de chapelle. Un homme s'était révélé par son action en faveur des hommes : il fut suivi, écouté, compris, puis au-delà de son passage, prolongé par la masse sans cesse grandissante de ceux que sa leçon aidait. Nul n'y pouvait plus rien, même pas les pouvoirs lorsqu'ils entendaient, par leurs persécutions systématiques, démontrer qu'ils refusaient de se laisser déborder. Le mouvement eut alors à choisir les ténèbres, momentanément, à résister dans l'ombre, ombre dont pourtant les chrétiens du I^{er} siècle sortirent rapidement : « Nous autres chrétiens, nous ne vivons pas à l'écart du monde. Nous fréquentons forum, bains, ateliers, boutiques, marchés, places publiques. Nous faisons les métiers de marin, soldat, de cultivateur, de négociant », dit Tertullien (Apolo-gétique). Mais, pour autant qu'ils vivaient dans le monde, ces chrétiens-là, ceux des premières générations, ne se faisaient pas les hérauts d'une cause purement humaine. Car ils appliquaient les principes de cette morale sociale qui leur avait appris d'abord le désintéressement : « Nul ne peut

servir deux maîtres, vous ne pouvez servir Dieu et l'argent », de justice : « Notre foi condamne-t-elle un homme sans qu'on l'ait d'abord entendu et sans qu'on sache ce qu'il a fait » (Jean, 7.50-52), d'honnêteté : « Celui qui n'entre point dans la bergerie par la porte est un voleur et un brigand » (Jean, 11.6), et même de civisme : « Soyez soumis à toute institution humaine à cause du Seigneur, soit au Roi comme souverain, soit aux gouverneurs comme étant envoyés par lui pour châtier les malfaiteurs et mettre à l'honneur les gens de bien », dit Pierre (2.13-14). Ce respect de l'ordre légal, qu'on pourrait à la rigueur prendre pour une interdiction de la contestation, Jean à sa façon le confirme : « Il vaut mieux qu'un seul homme meure pour tous et que la nation ne périsse pas » (11.50), ce qui permet à un philosophe de notre temps d'affirmer : « Le christianisme ne crée pas les civilisations, il les sauve » (1), en quoi il semble permis de dire qu'il remplit exactement son office révolutionnaire, car les vraies révolutions sociales sont faites pour sauver ce qui fait la dignité de l'homme.

A supposer que le scepticisme et le matérialisme l'emportent un jour, à supposer que Dieu s'éloigne au point de n'être plus qu'une sorte de souvenir nuageux d'un passé révolu, il restera que deux millénaires de vie humaine auront été, pour des centaines de millions d'êtres, conditionnés par le christianisme. Erreurs ou abus de certains chrétiens n'empêcheront jamais de perdurer cette manifestation surnaturelle du passage d'un homme. Qu'on le veuille ou non, une civilisation ainsi marquée, ainsi inspirée est dans l'impossibilité réelle de nier Dieu. Même s'il n'est plus jamais invoqué, plus jamais nommé.

(1) H.-I. Marrou : Introduction au « Pédagogue » de Clément d'Alexandrie.

Les conservateurs trahis

Ils l'ont été, en Amérique, avec Nixon. Ils le prenaient pour un homme « de droite », anticommuniste, pro-occidental et respectueux des libertés individuelles. Lourde erreur. Pro-Israélite, il est aussi l'ami de l'U.R.S.S. Il a été à Pékin, liquide Formose et le Vietnam du Sud. Il est partisan du « busing », qui force des enfants à effectuer des km. chaque jour vers une école désignée par l'Etat au nom de l'« intégration raciale ». Le « socialisme » qu'il pratique en économie lui a valu les félicitations du progressiste Galbraith. Bref, un serviteur consciencieux des Rockefeller de Tel-Aviv et de la tyrannie cosmopolite.

Encore l'Amérique est-elle un grand pays mouvant où tout reste possible. Notamment une renaissance nationale, d'esprit vraiment occidental, qui se répercuterait inévitablement — et pour son bien — sur toute l'Europe. L'irrésistible montée de George Wallace n'a été stoppée que par un odieux attentat de toute évidence télécommandé par les gens du grand complot mondialiste.

Un même sentiment d'avoir été trahis circule actuellement dans les rangs du parti conservateur en Angleterre. Et c'est assurément un sentiment qui pourrait causer de profonds remous. Salutaires, si le jeune mais vigoureux « National Front » — un genre d'« Ordre Nouveau » à l'anglaise — saura en tirer les avantages.

À la différence du conservateur américain, qui peut aussi bien être démocrate que républicain, ou n'appartenir à aucun

parti — et, en plus de son opposition catégorique à l'utopie « libérale », au marxisme et à ses séquelles, au dirigisme bureaucratique et irresponsable, à la technocratie anonyme, se reconnaît à son attachement à la Constitution, aux droits des Etats, au « drapeau et à la croix », au respect des libertés individuelles dans le cadre et les limites d'un « ordre moral objectif reposant sur des bases ontologiques », selon la formule de Frank Meyer dans « The Conservative Mainstream » — le conservateur anglais est avant tout, et surtout, un « régulier » du parti de ce nom. Un nom, une étiquette, qui couvre aujourd'hui une marchandise très différente. Montgomery Belgion l'avait déjà observé il y a plusieurs années : « Dans l'ensemble, c'est évident, les conservateurs anglais ne sont pas de vrais conservateurs. Ils n'ont pas la volonté ferme de conserver ».

Les origines de ce parti sont anciennes. Il existait déjà lorsque Benjamin Disraeli, fils d'un écrivain juif, en prit la direction : l'homme d'Etat, présenté plus tard comme un impérialiste, fit à l'époque figure de « radical », et on l'accusa même d'être le destructeur du véritable toryisme « en l'émasculant par son libéralisme échevelé » (toryisme est synonyme de conservatisme : opposés aux Whigs, originellement des insurgés presbytériens d'Ecosse, les tories furent d'abord des rebelles catholiques d'Irlande. Le terme « tory » était alors un sobriquet insultant qu'après 1680 on appliqua à ceux qui soutenaient la succession d'un catholique à Charles II. La plupart des tories favorisèrent la cause Stuart après 1689, puis, au lendemain de la défaite de Culloden en 1746, qui ruina tout espoir de restauration des Stuarts, ils évoluèrent, et devinrent petit à petit les supporters de la monarchie établie).

Disraeli est aujourd'hui classé « à droite ». Les principes fondamentaux qu'il établit pour le parti furent : maintien des institutions, protection de l'empire, amélioration des conditions du peuple.

Le 12 novembre 1867, lors d'une assemblée tenue à la Taverne des Francs-Maçons dans Great Queen Street, à Londres, de l'Union nationale des associations conservatrices et constitutionnelles, se créa le parti conservateur tel qu'on le connaît maintenant. Un point à relever : plusieurs des associations

représentées à cette assemblée étaient formées d'« ouvriers tories ».

C'est que, contrairement à ce qu'a pu souvent répéter la propagande socialiste ou marxiste, le parti conservateur n'a jamais été « anti-prolétarien ». Et Karl Marx, qui vécut longtemps en Angleterre, n'exerça jamais aucune influence sur le « prolétariat » (son comparse, Engels, fut, lui, à Manchester, un « exploiteur du peuple » d'un hideux caractère).

Il était au contraire, dans l'esprit des masses, « le parti du patriotisme ». Celui que la nation, conservatrice de caractère, ralliait tout naturellement en période de troubles, parce qu'elle le considérait comme « le défenseur de la Constitution et de l'ordre social ». Ronald Butt a même remarqué dans le « Sunday Times » : « L'ouvrier tory a été attiré au parti conservateur par sentiments de patriotisme ; au contraire, travaillistes et libéraux ont souvent été raillés comme étant anti-patriotiques ».

« Déférence, respect, patriotisme, avec le fait de penser que le pays est le mieux servi par des chefs ayant une haute position sociale, tout cela, ajoutait Butt, a contribué à la loyauté des classes moyenne et ouvrière pour le parti ».

Cela a longtemps duré.

Et puis, ce furent les bouleversements causés par deux guerres mondiales...

*
**

Dans une étude publiée par le Monday Club, « The conservative dilemma », Victor Montagu a expliqué :

« ...La société a été fortement axée idéologiquement par suite du fait que, durant les deux grandes guerres, nos ennemis étaient prétendument des monarques de droite ou des dictateurs fascistes, alors que nos alliés passaient apparemment pour de pacifiques républicains, sociaux-démocrates ou communistes. »

On était en pleine « croisade des démocraties »...

« Notre engagement total dans la guerre, avec sa collecti-

visation forcée de la société, remarquait encore Montagu, offrit aux mesures égalitaires de la gauche un terrain fertile où prendre racine. Ces mesures n'ont jamais, depuis, été abolies. Au contraire, le conservatisme géra et même accrut la conception bureaucratique de la société. »

Et il soulignait :

« Le parti conservateur a dirigé le pays, seul ou en faisant partie d'une coalition, durant 39 des 64 dernières années, depuis le raz de marée de 1906 — soit près des deux tiers de cette période. Il est un parti de la droite, et, en tant que tel, il a été totalement incapable d'arrêter ou d'inverser le cours régulier vers la gauche des événements politiques. »

Peut-être parce que, depuis des années, il n'a fait que donner l'impression qu'il était un parti de droite?...

En tout cas, le fait est qu'à la faveur de la deuxième guerre mondiale les éléments pro-marxistes purent partout s'implanter. En même temps, un Churchill tombait sous la coupe de Bernard Baruch, dit « le roi des Juifs ».

Puis, alors que les socialistes prenaient le pouvoir à la faveur des élections de 1945, le parti conservateur — « déférence, respect, patriotisme » — passait sous le contrôle de progressistes.

C'est une histoire relativement peu connue.

L'hebdomadaire « Time & Tide » (qui n'est plus maintenant, hélas ! qu'un mensuel) a relaté en 1965 ce qui se produisit :

« Le parti conservateur en Grande-Bretagne fut capturé après la guerre par des gens qui, en réalité, étaient des libéraux et parfois même des socialistes. M. R. A. Butler dirigeait la « pensée progressiste » et il était suivi par des hommes comme Iain Macleod et Edward Boyle.

« Les Tories découragèrent nombre de leurs plus ardents partisans en s'éloignant des principes conservateurs (1). La tentative de MM. Macmillan et Edward Heath d'intégrer la Grande-Bretagne à l'Europe fut bloquée par le président

(1) Ces principes étaient : « Amour de la famille, du pays, de l'empire ; respect du souverain et crainte — ou amour — de Dieu ; prospérité du pays fondée sur l'agriculture, l'industrie, le commerce, des finances stables ; limitation du gouvernement à la défense, à la loi et l'ordre, avec une sécurité sociale généreuse aux nécessiteux mais non aux paresseux ».

de Gaulle, mais le mal avait déjà été fait en démembrant finalement les restes de l'empire britannique qui avait toujours été la gloire du parti conservateur. »

Macmillan fut sans doute — avant Heath — le dirigeant « conservateur » le plus calamiteux de l'après-guerre.

Il fit un jour cet aveu à l'éditeur Longman, qui révèle tout : « Je suis vraiment un socialiste ».

Et Attlee, premier ministre travailliste de 1945 à 1951, confia au « Daily Express » : « Macmillan ? Il s'en fallut de peu qu'il n'adhère au parti socialiste... C'est un homme très, très à gauche ».

Harold Macmillan, accédant au pouvoir après le débâcle de Suez, altéra brutalement et l'apparence et la substance de son parti. Ce furent : abandon de l'Afrique, renonciation « effective » de la Grande-Bretagne à toute prétention d'être une puissance nucléaire indépendante, création d'une énorme technocratie bureaucratique.

Bref : plus d'empire, plus de prestige national, mais des postes de télévision et des réfrigérateurs. Gloire à Mammon ! Cela se termina, cependant, dans les immondices du scandale Profumo.

Après l'intermède Wilson, le « premier ministre yé-yé », on en arrive à Heath. Edward Heath, l'ancien collègue de Macmillan, membre de la coterie gaucholibérale qui s'empara du parti conservateur au lendemain de la guerre.

La droite en Angleterre reste plus que jamais, comme dirait Abel Clarté, « cocufiée ».

Seulement maintenant, elle commence à s'en apercevoir.



Edward Heath montra son vrai visage lorsqu'en 1968 il exclut de son « cabinet de remplacement » Enoch Powell pour avoir prononcé un retentissant discours sur les dangers de l'immigration massive de Noirs et de Bruns dans le Royaume-Uni.

Il n'en devint pas moins premier ministre en juin 1970, surtout parce que la nation, faute de mieux, le préféra au

tragi-comique Wilson et à sa catastrophique équipe (en Angleterre, le chef du parti qui emporte la majorité des sièges devient automatiquement premier ministre ; mais cela ne correspond pas nécessairement, ni toujours, à un choix personnel de l'électorat).

Heath a, depuis, joué le même rôle que Nixon aux Etats-Unis : attirer à lui la droite renaissante, par des promesses et des engagements qu'on violera carrément ensuite, l'empêcher d'« aller ailleurs », puis bloquer ses aspirations et l'émasculer.

L'équipe « conservatrice » de Heath, en 1970, promettait pêle-mêle : remettre sur pied une économie nationale quasiment ruinée par le dirigisme bureaucratique du gouvernement Wilson, en cessant l'aide aux « canards boiteux » de l'industrie et en dénationalisant des entreprises que l'étatisation a menées à la faillite (ou à un déficit perpétuel couvert par le contribuable) ; rendre aux gens des libertés perdues ; réduire l'immigration de couleur et réformer une sécurité sociale en pleine pagaille ; cesser l'absurde aide aux grévistes et limiter les pouvoirs des « barons » des syndicats ; rétablir des relations normales avec la Rhodésie (en commençant par mettre fin aux ignobles sanctions) ; préserver l'indépendance nationale du pays et n'adhérer au Marché Commun « qu'avec le plein consentement du Parlement et de la nation ».

Le résultat ? Néant. Zéro. Monnaie dévaluée (par le biais de sa « flottaison ») et petits épargnants refaits une fois de plus. Nombre de grèves record depuis 1926. Un milliard pour les « canards boiteux ». Le Welfare state maintenu dans toute son horreur et ses excès. Triomphe de la finance vagabonde et de la spéculation immobilière. Le régime rhodésien demeure « illégal » et l'Angleterre est « eurocratisée » de force. Et n'oublions pas l'Irlande du Nord, que l'on avait promis de ramener à la paix : on y est au bord de la guerre civile ouverte. Ni l'invasion de couleur, qui se poursuit.

En juillet dernier, l'hebdomadaire pro-tory « The Spectator » remarquait que « ...le premier ministre a violé, et continue de violer les termes de son accord tacite avec le parti conservateur. Il n'a jamais été un conservateur inné ; et pas davantage un parti bienveillant par nature accepta-t-il facilement

sa dureté, son capitalisme sévère, sa technocratie impitoyable, ni son zèle insatiable pour une imbrication au continent que peu de gens désiraient en moins encore comprenaient. Mais le parti conservateur accorde des pouvoirs étendue et place une grande confiance en ses chefs. Il se soumit donc à des projets pour lesquels il avait peu d'enthousiasme (l'adhésion à la C.E.E., par exemple) et à d'autres dont il se méfiait (l'imposition d'une loi aux syndicats jugée irréalisable), il toléra le silence et l'équivoque au sujet de l'immigration et de la défense nationale, et il alla même jusqu'à accepter la débâcle de cette alliance avec la classe ouvrière qui avait été un facteur essentiel de ses succès électoraux du passé. Tout cela fut fait parce que le premier ministre réussit à persuader le parti (bien qu'il ne put pas en convaincre vraiment le pays) que la politique qu'il adoptait était nécessaire à une renaissance nationale ».

Et maintenant ?

« Maintenant, ajoutait le « Spectator », ils (les conservateurs) se sentent trahis. »

Il est évident qu'Edward Heath s'est encore révélé bien pire que tout ce qu'ils craignaient. Ce prétendu « fils du peuple » (en raison d'origines modestes), devenu « conservateur » par opportunisme, est en réalité un technocrate qui, en juste un peu plus de deux ans, a beaucoup fait pour « débritanniser » la nation, dénaturer son « identité nationale ». L'immigration de couleur s'est poursuivie sur une grande échelle : l'homogénéité ethnique du pays en souffre toujours davantage. Un nouveau mythe est peu à peu imposé : la société « pluri- raciale ». Dans ses souvenirs, « A Victorian Son », Stuart Cloete écrit quelque part : « Cela a pris un millier d'années pour créer le peuple britannique, probablement la race homogène relativement la plus pure qui ait jamais été formée. Quelle folie que de diluer ces gènes ! » Et cette homogénéité était à la base d'une stabilité intérieure légendaire. L'eurocratie bruxelloise à laquelle Heath soumet son pays aujourd'hui n'a que de vagues et lointains rapports avec l'union d'Etats européens forts et libres souhaitée : elle n'est qu'une étape technocratique sur la route menant à la réalisation du plan mondialiste (ébauché par Nelson

Rockefeller il y a une douzaine d'années) de quelques grands ensembles géographico-politiques coiffés par une autorité unique, à savoir l'axe New-York-Moscou-Tel Aviv-Pékin.

De prime abord, tout cela paraît sans doute bien fantaisiste. Mais qui prenait, à l'époque, Macmillan pour un socialiste ? Qui pouvait prévoir que les conservateurs se sentiraient **trahis** par « l'honnête Ted » ? Et, en 1968, eût-on osé une minute imaginer que l'« anticommuniste » Nixon allait rendre visite à Mao-mains rouges et aux tyrans du Kremlin ?

Aujourd'hui, à Londres, l'économiste judéo-hongrois marxisant Nicholas Kaldor, qui « conseillait » Wilson, parle ouvertement du « nouveau socialisme de M. Heath », et dans le « Guardian » progressiste, Anthony Harris se demande si ledit Heath « est le meilleur premier ministre socialiste que nous ayons ».

« Cocufiés » sur toute la ligne, les conservateurs...

Pierre HOFSTETTER.

CHRONIQUE DU MOIS

NIXON-DE GAULLE ?

Lorsque l'on examine d'un peu près le scénario actuel de la « Paix au Vietnam », qui, au moment où nous écrivons cet article, paraît bien avoir été conclue secrètement par les Américains et les Nord-Vietnamiens, on ne peut être que frappé par les ressemblances existant entre Nixon et le défunt bradeur de l'Algérie Française.

Dans les deux cas, on se trouve en présence d'un « Homme de Droite », d'un anticommuniste présumé virulent, d'un acharné défenseur de la cause nationale. En dépit de cela, les deux hommes vont à Moscou, pratiquent des politiques parallèles d'« apaisement », qu'ils avaient longtemps combattu et finissent par lutter contre leurs anciens Amis pour le plus grand profit de leurs théoriques adversaires. Nixon est-il donc un deuxième De Gaulle et pourquoi ?

Notons tout d'abord que les convictions politiques de Nixon ont toujours été aussi ondoyantes que directement inspirées par l'intérêt exclusif de la carrière du Grand Homme. Son passé « mac-carthyste » paraît bien dû à la volonté de profiter de la vague nationale anticommuniste qui submergeait alors les U.S.A. Lorsque Nixon, après une longue série de jongleries, devint Vice-Président des U.S.A., on se rendit compte de la faiblesse de son anticommunisme lorsqu'il cautionna sans broncher les attitudes de rapprochement à Moscou que lança Eisenhower, ou, plutôt, le petit groupes de conseillers et d'hommes d'affaires qui le manipulaient sans trop de difficulté.

Nixon ne retrouva son « énergie nationale » que pour tenter de vaincre Kennedy, qui se posait d'ailleurs autant en démagogue « national » (par exemple, en inventant le fameux « Missile Cap », qui assura de substantiels revenus au complexe « militaro-capitaliste » auquel Kennedy prétendait être hostile) qu'en « Homme de progrès », prêt à s'entendre avec l'Union Soviétique.

Après avoir remonté la pente, Nixon arracha la Présidence au malchanceux Humphrey, qui avait à supporter le poids trop lourd de l'administration Johnson. En cette occasion, le candidat républicain prit grand soin de se démarquer de sa réputation d'ultra et fit une campagne très « Centriste ». Cette orientation allait demeurer la marque propre de l'administration Nixon, surtout lorsque le Président entreprit une intense campagne de rapprochement avec la Chine Rouge et l'Union Soviétique, tout en maintenant (nécessité électorale oblige...) des positions de droite, voire ouvertement réactionnaires, en politique intérieure (rejet partiel du « busing » qui exaspère les parents blancs, intégration raciale très atténuée pour satisfaire le Sud, persistance du refus du « Welfare State » pour gagner l'appui des conservateurs, etc...). Malgré le rapprochement avec les pays communistes, Nixon s'est bien gardé de débarquer le Vice-Président, Agnew, ultra-conservateur, qui doit lui attirer les voix rendues libres par le très suspect attentat contre le candidat national, Georges Wallace.

Cette dichotomie est un phénomène classique chez les politiciens du type De Gaulle ou Nixon. Il s'agit, pour eux, de conserver le plus longtemps possible leur base de manœuvre de gens de droite, qui habilement dupés par des mesures qui leur paraissent acceptables, cautionnent finalement une politique avec laquelle ils sont en total désaccord. Ainsi De Gaulle préparant la liquidation de l'Algérie Française en utilisant le pseudo-chantre de cette dernière, Michel Debré. Ainsi Nixon, allant infiniment plus loin que n'ont jamais rêvé d'aller les Démocrates lorsqu'ils étaient au pouvoir, mais en mettant en avant « L'Espoir des Conservateurs », le peu brillant Spiro Agnew.

La réalité de la politique américaine dans le domaine des Affaires Etrangères ne dépend pas des structures officielles

du gouvernement de Washington, mais de l'action occulte (de moins en moins d'ailleurs...) d'une poignée de conseillers, dont le chef de file est Kissinger.

Or, ce dernier, juif apatride d'origine allemande, naturalisé américain, est, politiquement, aux antipodes de ce que pense, au moins théoriquement, Nixon. Kissinger est un démocrate de gauche, qui trouvait l'administration Johnson trop à droite, et qui a pour but exclusif, depuis sa désignation comme conseiller de Nixon, de voir les U.S.A. se retirer du Vietnam. Le seul frein qu'il ait jamais rencontré en la matière réside dans la volonté de Nixon d'être triomphalement réélu en novembre 1972 pour un deuxième mandat, ce qui rendait obligatoire la réalisation d'une « paix dans l'honneur », d'un départ « drapeaux en tête » (on voit, ici aussi, le rapport étroit avec l'attitude de De Gaulle en 1960-62, la rupture des pourparlers de Negrin, les longues négociations secrètes des Rousses, dans le but exclusif de sauver la face du « Plus Illustre des Français »). Kissinger n'a cessé d'ailleurs de buter sur cet obstacle, les Nord-Vietnamiens, malgré les anciens propos d'Ho-Chi-Minh sur le « tapis rouge » qu'ils déploieraient sous les pas des derniers soldats américains quittant le Sud-Vietnam, n'ayant montré qu'une bonne volonté extrêmement réduite, à ce propos.

Ceci a entraîné Nixon à jouer la carte de l'intensification de la guerre, lors de l'invasion générale du Sud-Vietnam par les troupes régulières du Nord-Vietnam. Mais il ne s'agissait, là encore, que du processus classique de chantage, dont De Gaulle s'était fait une spécialité lors des difficiles négociations avec le F.L.N. (par exemple, lorsqu'il paraissait pencher pour une solution de Partition de l'Algérie, lorsqu'il faisait référence à une mythique « Troisième Force, etc...).

Dans la solution que Washington entend imposer au général Nguyen Van Thieu et au gouvernement Sud-Vietnamien apparaît la fantomatique « Troisième Force », couvée à Paris par De Gaulle puis par Pompidou, pour servir un jour (qui paraît bien être arrivé) de Cheval de Troie contre le Régime Nationaliste de Saigon.

Cette Troisième Force est un assemblage hétéroclite de généraux ambitieux (dont Nguyen Chan Thi) chassés pour incapacité ou corruption trop flagrante, politiciens au rancart,

bouddhistes plus soucieux de politique que de religion et agents à peine camouflés d'Hanoï. En outre, ces éléments épars ne sont réunis que par leur haine inconditionnelle des nationalistes de Saigon et ne pourraient que faire bloc avec les communistes, ce qui assurerait à ces derniers une supériorité de 2 contre 1 au sein du « Gouvernement de Réconciliation Nationale » qu'a accepté Nixon.

Comment le Sud-Vietnam peut-il se défendre contre une trahison aussi évidente ? La poursuite de la guerre sans le soutien logistique des Américains est pratiquement impossible, car les U.S.A. ont, depuis 1960, habilement manœuvré, au moins sur ce plan-là ; Il n'existe pas une seule fabrique d'armes modernes au Sud-Vietnam ; comment se battre sans munitions, sans pièces de rechange, sans livraisons de matériel pour reconstituer les unités ? Si les Américains sont désireux de lâcher totalement le général Thieu, celui-ci ne paraît pas avoir les moyens militaires pour poursuivre la lutte.

A-t-il les moyens politiques d'une résistance réelle au Plan Kissinger ? On peut penser que oui et c'est en cela que Nixon n'a pas les atouts qu'avait De Gaulle. Nixon se heurte à un Etat organisé, ayant une grande marge d'autonomie, malgré les habituelles attaques communistes et progressistes contre les « Fantoques de Saigon ». L'administration nationaliste continue à tenir solidement la plus grande partie des zones habitées du pays ; l'armée reste unie et on ne signale aucune vague de désertions, malgré l'ampleur des combats menés depuis mars 1972 et des pertes subies dans les grandes batailles d'An-Loc, des Hauts-Plateaux et de Quang-Tri.

Si cette armature reste compacte et si Thieu conserve le contrôle, qu'il possède actuellement, sur l'Armée Sud-Vietnamienne, il pourra faire face avec efficacité au déchaînement prévisible des communistes. Ces derniers, en cas de cessez-le-feu (de plus en plus évident), déclencheront des opérations d'envergure en vue de montrer leur force et leur emprise sur les masses (pavoisement des villages aux couleurs vietcong, manifestations, organisation de désertions dans l'armée, désarmement d'unités régulières par des formations de milice ralliées au Front National de Libération, etc...).

La partie qui va se jouer là sera le moment le plus décisif de la guerre du Vietnam ; mais elle va se jouer entre Viet-

namiens, puisque le dégagement américain démontre, et l'Europe ferait bien d'y prêter la plus grande attention, que les intérêts spécifiquement américains et l'action de conseillers progressistes entraînent l'abandon par Washington d'un de ses plus fidèles alliés. Pour le Sud-Vietnam, le Bouclier Protecteur des U.S.A. s'est révélé bien lourd (corruption, mise en tutelle, etc...); in fine, il disparaît... Que cet exemple puisse ouvrir les yeux aux Européens sur le caractère fallacieux du même Bouclier qui prétend les protéger contre l'Union Soviétique, que Nixon courtise, par ailleurs, avec assiduité...

LE FRONT NATIONAL

Ainsi, l'unité de l'Opposition Nationale a finalement pu être réalisée à l'occasion des élections législatives de mars-avril 1973. Dans le cadre du Front National, dont la stratégie avait été adoptée en juin 1972 par le II^e Congrès du Mouvement Ordre Nouveau, se regroupent tous les Nationaux et Nationalistes qui veulent voir l'Opposition Nationale combattre sous ses couleurs propres lors des prochaines élections. Au sein du Front, les Nationalistes d'Ordre Nouveau représentent une force particulièrement efficace, dont la puissance organisationnelle est largement mise au service du développement et du renforcement du Front National.

Dans ce cadre, Ordre Nouveau a accentué son effort de formation politique de ses membres, en multipliant les brochures, en éditant (outre son mensuel « Pour un Ordre Nouveau ») « Ordre Nouveau Hebdo » qui donne, chaque semaine, le point de l'actualité politique et l'analyse des actions menées par le Mouvement. Quant au livre « Ordre Nouveau », qui présente la première analyse d'ensemble, philosophique, historique, sociologique et politique, du renouveau nationaliste en France, il a déjà obtenu une audience importante. (Les commandes peuvent être faites au prix de 29 F à Mlle Nicolet, 66, rue du Théâtre, 75015 Paris; catalogues et tous renseignements à la même adresse). « Ordre Nouveau Hebdo », (N^o 4) présente ainsi l'action du Mouvement au sein du Front National :

« Le Front National est mis sur les rails. Mais ce n'est plus assez de le dire : il avance. Et cela ne s'est pas fait

spontanément. C'est le couronnement d'une énorme masse d'efforts qui ont été dispensés tant à la base que parmi les dirigeants d'ORDRE NOUVEAU. Et non seulement au sein de notre Mouvement, mais encore, et peut-être surtout, tout autour. Le processus de convergence qui s'effectue vers le Front National n'en est sans doute qu'à son début. La campagne de propagande qui doit l'accompagner ne fait que débiter. La bataille électorale qui marquera le sommet de cette campagne n'a pas à proprement parler commencé. Et toutes ces opérations signifieront pour tous des efforts toujours plus grands, toujours plus de dévouement, de loyauté, de courage... Ainsi, tout semble aller de soi, suivant les plans prévus ? Sans doute. Mais c'est la preuve que par delà toutes les tentations sectaires, nous avons vu juste en pressentant le désir d'unité qui rassemble aujourd'hui notre famille politique, en étant persuadé... qu'il suffisait d'une offre de coopération loyale pour que nos divisions, qui ne sont que le reflet d'une foisonnante richesse, cèdent la place à une union de tous vers des buts communs. En supposant chez nos partenaires le même désir d'union sans arrières pensées, nous étions dans le vrai : que cela soit notre plus grand sujet de fierté ! »

Cette analyse montre dans quel esprit Ordre Nouveau travaille au sein du Front National, qui représente la possibilité réelle de refaire en France une opération politique analogue à celle qui a fait le succès incontestable du Movimento Sociale Italiano d'Almirante. Si cette opération est menée à bien, on peut penser que notre famille politique, apparaissant comme une force non seulement au niveau militant (ce qu'elle est déjà grâce à Ordre Nouveau), mais encore au niveau électoral, sortira de son ghetto pour participer à la vie de la Nation. Or, si nous parvenons à franchir cette étape décisive, il est légitime de penser que nous parviendrons à infléchir dans notre sens la vie politique, car nous comblerons le vide laissé à droite par la dissolution pratique du Centre National des Indépendants et par l'inexistence d'un puissant parti de droite nationale. Il est certain que l'on ne peut jouer un rôle que si l'on est crédible, si l'on représente une force bien réelle. Tel est le but évident qui a présidé à la naissance et au développement du Front National.

L'EUROPE TOUJOURS EN DEVENIR

Malgré les grandes déclarations triomphales des participants à la Conférence des Neuf Etats Européens, cette dernière n'a donné que des résultats bien minimes.

Sur le plan monétaire, le projet de création d'un Fonds de Coopération Monétaire est, en réalité, en retrait sur les plans d'unification échafaudés en 1969.

Sur le plan de l'Union Politique, rien n'a été fait, si ce n'est une pseudo-date repère : 1980 ; on aurait pu d'ailleurs aussi bien dire 1985 ou 2010 ! En réalité, tout se passe comme si les divers gouvernements de l'Europe Occidentale ne croyaient en aucune façon en la réalisation d'une unité politique de l'Europe, dans un avenir relativement proche .

Rien n'a été dit sur le plan de la Défense commune de l'Europe, alors que cette défense représente la seule possibilité de rendre crédible l'unité et l'indépendance du continent. Tout prouve que les différents états sont soit hostiles à l'idée de se passer du Bouclier Européen, soit décidés à ne pas abandonner leur politique de rapprochement avec l'Est et à ne rien faire pour réaliser l'unité européenne. Tout montre que la marche vers l'union des Etats européens encore libres est pratiquement stoppée ; la dynamique unitaire ne joue pas et les populations ne s'intéressent que fort peu au problème crucial entre tous que représente la réalisation d'une véritable Nation-Europe.

Pour des Nationalistes conséquents, le problème doit être traité d'une façon radicalement différente de celle qui a les faveurs des politiciens actuels. L'important n'est pas de vaticiner sur l'unité européenne mais bien de diffuser une véritable mystique européenne, qui est le seul outil réel pour la réalisation de nos aspirations nationale-européennes. Cette mystique européenne est seule capable de permettre de mobiliser les masses en vue de les associer à cette entreprise

L'Europe des Marchands et des Politiciens n'est pas vraiment réalisable ; l'Europe Populaire, au contraire, peut et doit se faire. Cette Europe Populaire doit être bâtie en s'appuyant sur l'idéologie nationaliste, qui, dans l'Histoire, a toujours été l'instrument moteur de tous les processus d'unification que le Monde ait jamais connu.

Il est donc certain que l'unité européenne passe par l'élimination des états démo-ploutocratiques, par la disparition d'une forme de gouvernement aussi néfaste que périmée, par le remplacement d'une structure usée et vieillie par une nouvelle conception de l'Etat et de la Nation. L'Europe ne sera Une, Libre et Grande que lorsqu'elle sera devenue Nationaliste.

François DUPRAT.

CHRONIQUE DES LIVRES

Nous reproduisons ci-dessous en tête de notre Chronique des Livres, une excellente analyse parue dans Découvertes, du récent ouvrage du professeur canadien Gérard Sthème de Jubécourt sur Robert Brasillach, critique littéraire. Nous faisons suivre cet article de Jacques Vier d'une présentation par notre collaborateur Jean-Paul Roudeau de l'étude du professeur Tarmo Kunnas, d'Helsinki, sur Drieu La Rochelle, Céline, Brasillach.

Jacques VIER

ROBERT BRASILLACH, CRITIQUE LITTÉRAIRE

Ne parle pas qui veut de Robert Brasillach, surtout de ses dons éblouissants de critique littéraire. Il y faut le concours de l'amitié et, incontestablement, Gérard Sthème de Jubécourt fait preuve dans son livre (1) de cette vertu de sympathie qui éclate dans les analyses, recensions et portraits qu'à peine échappé de l'Ecole Normale Supérieure, Robert Brasillach confia pour ses débuts littéraires à l'Action Française. Il devait, au cours de ses quinze années de carrière, triompher dans le roman et, plus tard, aux sinistres lueurs de Fresnes, en poésie et au théâtre, victoires posthumes, mais au cours de quelques grands livres et d'une infinité d'articles, il voulut d'abord connaître, juger et savourer son temps, sans s'interdire de le remonter. S'il est impossible de parler d'André Chénier sans un frémissement de colère, toujours provoqué, après bientôt deux siècles, par l'ineptie et la cruauté de ses bourreaux, comment

(1) Edition : Les Amis de Robert Brasillach, 1972 — C.P. Saint-François 1214, 1001, Lausanne, (Suisse).

ne pas donner, même à une thèse de doctorat d'avance obligée à l'impassibilité scientifique, l'accent d'un chant funèbre, quand cette thèse dit l'éclatante promesse d'épis trop tôt moissonnés ? Or, Gérard de Jubécourt nous épargne les lamentations et les invectives. C'est seulement dans les dernières lignes de sa conclusion que l'on peut lire ceci : « **Ecrivain magnifique** », disait celui qui le fit condamner à mort. Ce qui conduirait à penser, si l'on avait mauvais esprit, que Robert Brasillach payait pour des forfaits imaginaires, mais aussi pour le crime trop réel d'un excès de talent.

L'expérience, la maturité, l'acquisition laborieuse d'une immense culture concourent à la formation du critique. Robert Brasillach, comme s'il avait eu le pressentiment d'une trop courte carrière, saute les étapes. En somme, le journalisme très tôt pratiqué le débarrassa très vite d'une sclérose universitaire qu'il ne convient pas pourtant d'exagérer. La Harpe, Sainte-Beuve, Ferdinand Brunetière et Gustave Lanson ont constitué la critique des professeurs. Emile Faguet, Jules Lemaitre, plus tard Albert Thibaudet, tous trois agrégés et docteurs, ont toujours témoigné, à l'égard des doctrines fondées sur le bon goût, l'inventaire historique et psychologique, la philosophie de l'évolution et la critique des textes, d'une parfaite indépendance. Fils de l'Ecole Normale Supérieure et de la Sorbonne, Charles Péguy ne se gêna point pour se rebeller publiquement contre Gustave Lanson. En somme, Robert Brasillach grandit et se développa sous ce libéralisme universitaire qui apprenait à des jeunes gens soucieux d'originalité, même à travers les canons qui présidaient aux dissertations de concours, à penser et à écrire. Quelle puissance au monde aurait pu empêcher André Bellessort, le maître tant aimé et respecté de Robert Brasillach, de multiplier les paradoxes dans sa classe, au nez des Inspecteurs Généraux ? L'ère des cuistres indécrottables a été solennellement ouverte en mai 68, et comme par hasard, c'est à partir de cette date que de mauvais maîtres cassent systématiquement l'esprit de leurs étudiants, soit en répudiant l'histoire et la critique littéraires et en proclamant l'éminente dignité de disciplines de remplacement, comme la sociologie, la psychologie, la linguistique surtout, Sciences humaines par excellence, soit en empoisonnant de marxisme, de freudisme et d'autres

sornettes empruntées aux doctrinaires de l'érotisme et de la pornographie, l'étude et l'appréciation des chefs-d'œuvre.

Il nous faut, excellemment guidés par Gérard de Jubécourt, savourer un dernier legs du passé humaniste dans l'œuvre critique de Robert Brasillach, les dernières flammes de la liberté de l'esprit, les témoignages enthousiastes, délicats, parfois aussi réservés ou indignés que suscitent les grandes œuvres de jadis et de naguère, toujours rapprochées de la littérature du présent. Oui, et l'auteur à raison d'insister, Robert Brasillach n'oublia jamais qu'il appartenait au XX^e siècle, et la classe de Première Supérieure du Lycée Louis le Grand, la bibliothèque de l'École Normale Supérieure où se forma son sens critique, ouvraient tout naturellement pour lui sur les théâtres où Jean Giraudoux et Paul Claudel donnaient enfin les prémices de leur éclatante originalité.

Très fortement charpentée, la thèse de Gérard de Jubécourt, qui étudie d'abord les apprentissages et les prédispositions de Robert Brasillach à la critique, fait un sort particulier à chacun de ses grands essais : **Présence de Virgile, Corneille, Galerie des Portraits** (Colette, Maurras, Barrès, Proust, Giraudoux, Mme de Noailles, etc...). Une quatrième partie dégage les normes de la critique de Robert Brasillach, dogmatique ou impressionniste, à travers l'Esthétique du roman, du théâtre, de la poésie. On peut toujours critiquer une composition (1). Je demanderais volontiers à Gérard de Jubécourt s'il n'eût pas mieux valu, une fois la part faite à l'acquisition et à l'éducation du sens critique, incorporer **Virgile, Corneille** et les portraits littéraires à l'Esthétique tripartite de Robert Brasillach. Son livre, me semble-t-il, y eût gagné en concentration et quelques redites eussent pu être évitées. Il est vrai que nous aurions peut-être perdu le pas de promenade. Car ce pèlerinage à travers une œuvre de longue haleine, mais fort éparpillée, abonde en charmantes découvertes. Ayant proclamé une fois pour toutes que Robert Brasillach, à son berceau, avait reçu la grâce, Gérard de Jubécourt lutte de finesse avec son modèle pour montrer que ses appréciations

(1) Autre chicane — Je n'aime pas beaucoup que Gérard de Jubécourt parle de critique *brasillachienne*. Il faut se méfier des adjectifs tirés des noms d'écrivains. Ne va-t-il pas jusqu'à parler de l'œuvre *malrucienne* ! (André Malraux).

littéraires, toujours fortement soutenues par une formation immense et de première main, obéissent d'abord aux joies du goût, aux exubérances de la jeunesse, à l'impatience généreuse d'une débordante vitalité, et enfin, pourquoi pas ? aux caprices d'une poétique fantaisie. Une forte vérité, entre autres, se dégage de ce livre : Robert Brasillach fut romancier, dramaturge et poète autant qu'il le fallait pour entrer dans les secrets de l'art et pour situer à leur rang d'originalité et d'influence les grands créateurs. C'est parce qu'il était ouvert aux joies, aux espérances, aux drames de l'humanité que Robert Brasillach a pu comprendre, savourer, enseigner, répandre les chefs-d'œuvre, sentis comme des manifestations de plénitude vitale. Pas de meilleur antidote que sa critique exaltante contre les méfaits de l'abstraction dont l'Université contemporaine est empuantie. Les maîtres de Robert Brasillach lui avaient depuis toujours enseigné jusqu'où pouvait aller la devise de Térence :

Je suis homme et rien de ce qui est humain ne m'est étranger (2).

Si l'on réfléchit que sa critique reluit d'un humanisme vermeil comme l'aurore, empourpré comme le sang, l'on comprend qu'il soit revenu de ses voyages réels ou imaginaires à travers la Grèce, Rome, le Paris de François Villon, de Montaigne, de Corneille, de Giraudoux, l'Espagne du Greco et de la guerre civile, l'Allemagne de Richard Wagner, les provinces d'Alain-Fournier, de Nerval et de Proust, où l'automobile ne fauchait pas encore les rondes de jeunes filles chargées d'incomparables trophées qu'il prodigua durant sa trop courte existence et dont il fit le bilan dans ses veilles de condamné à mort. Il n'est pas une page de son livre, désormais indispensable à tous les étudiants, plus nombreux qu'on ne croit, malgré la drogue et le knout, résolus à sortir des ornières de mort où trop de leurs maîtres les invitent à patauger, qui ne nous montre en filigrane de tant de portraits d'écrivains et d'artistes, le profil radieux enfin vainqueur des ombres, de Robert Brasillach, prince de la jeunesse.

(2) C'est plus beau en latin :
Homo sum et nil humani a me alienum puto.

Tarmo KUNNAS, « Drieu La Rochelle, Céline, Brasillach et la Tentation Fasciste », Editions Les Sept Couleurs, 310 pages.

Ce livre est la publication de la thèse que Tarmo Kunnas présenta à la Faculté des Lettres de l'Université d'Helsinki. Alors que la quasi totalité de nos sorbonnards traitent en auteurs maudits les écrivains dits de la collaboration, il est réconfortant pour ceux qui les admirent et considèrent qu'ils définissent une étape importante de notre littérature, de constater que leur réputation de qualité a franchi nos frontières et que des jeunes se passionnent pour leurs œuvres. C'est un signe probant de la vanité des excès politiques et il n'est pas besoin d'être grand clerc pour oser affirmer que le bourrage de crâne, si permanent soit-il comme celui que nous subissons, a toujours une fin. Souhaitons-la prochaine.

Tarmo Kunnas n'étant pas la victime des préjugés et des mensonges faisant florès en France depuis plus de vingt-cinq ans, il peut traiter de cette question objectivement. Le seul reproche que je ferais, non à l'auteur mais aux habitudes universitaires, est de devoir discuter un sujet de thèse d'une manière trop froide et impersonnelle. Je n'ai jamais compris pourquoi les diplômés de référence évitent craintivement la passion.

Cet ouvrage est divisé en quinze chapitres, chacun étudiant l'interprétation que firent ces trois auteurs des thèmes proprement fascistes ou nationaux-socialistes, entendons par là des idées défendues par Mussolini et Hitler. Certains caractères de cette littérature en question ont été longuement discutés, qu'il s'agisse du racisme, de la « tentation du nationalisme » ou de l'anticommunisme. D'ailleurs, l'analyse qu'en fait Tarmo Kunnas n'apporte aucune information nouvelle. L'originalité de ce livre est d'avoir réussi à cerner la personnalité des hommes à travers leurs écrits, partant du principe qu'il n'est pas possible de « disjoindre l'écrivain de l'homme privé », le littéraire du politique.

Drieu La Rochelle, Céline et Brasillach, chacun à leur manière, se méfient peu ou prou de la Raison, après avoir constaté une « antinomie entre (elle) et l'instinct » et se sentent ainsi attirés « par les mouvements fascistes. Leurs réactions à cet égard n'étaient pas pourtant identiques : on trouve chez Brasillach, et parfois chez Drieu, une certaine influence du cartésianisme français, même quand ils penchent vers une politique de l'irrationnel ». C'est dire on ne peut plus clairement que, malgré les propos fumeux de nos exégètes bien assis, la littérature d'inspiration fasciste (au sens le plus commun) ne fut pas une. Ainsi, Tarmo KUNNAS en étudie certains aspects jusqu'à présent laissés dans le vague ou ignorés comme ceux des idées religieuses et de la conscience du dépérissement de la civilisation.

« L'idéologie et la réalité fascistes étaient difficilement conciliables avec le christianisme ». La condamnation du national-socialisme par l'Eglise fit apparaître la contradiction qu'il y avait de se dire à la fois fasciste et catholique. Toutefois « l'athéisme stalinien faisait peur à maints chrétiens et ils voyaient dans le fascisme un facteur de salut pour la civilisation chrétienne. Le caractère irrationnel et antimatérialiste de l'idéologie fasciste pouvait aussi attirer maints chrétiens ». Enfin l'expérience de l'Espagne franquiste prouvait que les deux tendances n'étaient pas inconciliables.

En matière religieuse, Drieu est maurrassien, entendons par là qu'il respecte l'institution catholique comme étant l'un des garde-fous de la civilisation, mais son « vitalisme » nietzschéen l'amène à douter la valeur de la religion, quelle qu'elle fût. Cette tentation de l'athéisme se retrouve tout au long de son œuvre et lorsque l'un de ses personnages rêve de la religion mexicaine qui consiste à « fendre un homme par le milieu et lui arracher le cœur » n'est pas sans rappeler le programme d'endurcissement des S.S. face à la mort. Une attitude à peu près pareille est celle de Céline. Seul le hasard impitoyable « dirige l'homme et le monde ». Le ton est plus violent : l'apocalypse est quotidienne et la religion un signe de décadence. Il est d'ailleurs significatif que, chez l'un comme chez l'autre, l'anticommunisme ne fut qu'épidermique. Taut autre est le cas de Robert Brasillach. Si son romantisme généreux n'en fait pas un orthodoxe accompli, fidèle aux dogmes et aux pratiques, « il est loin de mépriser l'idéal chrétien » et c'est ce qui le différencie des écrivains précédents. Son paganisme n'est qu'apparent et s'il s'enthousiasme pour les rassemblements de Nuremberg, il n'en mesure pas moins les dangers et c'est ainsi qu'il écrit que « c'est parce que ces cérémonies et ces chants signifient quelque chose que nous devons y faire attention et songer à parer ce qu'ils signifient ». On peut dire sans exagération que Robert Brasillach fut un auteur chrétien, réussissant ce tour de force de conjurer la générosité fasciste avec l'espérance chrétienne.

Tarmo Kunnas maîtrise sûrement l'œuvre de ces trois écrivains et a réussi à en faire une synthèse passionnante. Pour chacun d'entre eux, il montre les points communs qui existent, plus rares qu'on ne pourrait le croire, et surtout les différences, voire les oppositions. Livre érudit sans être ennuyeux, j'en recommande la lecture à tous ceux qui veulent savoir exactement pourquoi le fascisme a tenté ou séduit toute cette génération d'écrivains peureusement ignorés aujourd'hui par les censeurs de notre Université.

Jean-Paul ROUDEAU.

LES LIVRES DU MOIS

Léon de PONCINS, « La Franc-Maçonnerie d'après ses Documents secrets », Editions Diffusion de la Pensée Française, Chiré-en-Montreuil, par 86-Vouillé, 390 pages.

On en parle beaucoup sans vraiment la connaître. Les uns y voient une société secrète aux rites bizarres sans trop savoir quelle est sa philosophie et quelles sont ses ambitions, les autres analysent son action comme étant occulte et **dange-reuse** pour les valeurs traditionnelles de l'Occident. La réédition de ce livre de Léon de Poncins est donc une excellente initiative surtout au moment où l'Eglise catholique fait les yeux doux à la franc-maçonnerie et où la politique et les influences se décident de plus en plus dans les loges. On peut d'ailleurs souligner son importance en se référant à la réflexion de Roger Frey alors qu'il pataugeait au ministère de l'Intérieur : « Ils sont 30.000 en France qui, en huit jours, à raison de 25 rencontres par semaine, peuvent dicter leur mot d'ordre à 750.000 personnes. C'est assez en tout cas pour que je m'y intéresse... » (1).

Léon de Poncins n'est pas un inconnu de nos lecteurs. Depuis plusieurs dizaines d'années, il étudie l'influence des loges sur la politique et la religion pour en dénoncer les aspects nuisibles et ses mises en garde suggèrent souvent des solutions de défense. « La Franc-Maçonnerie » étant la quatrième édition d'un ouvrage publié la première fois en 1934, revue et augmentée en 1936 et 1942, certains pourraient croire qu'il a vieilli. Il n'en est rien car l'actualité montre que les buts franc-maçons sont toujours les mêmes et si la franc-maçonnerie ne fait plus figure de repoussoir auprès de la plupart des gens réputés nationaux, voire de « droite », il faut en accuser la complicité inconsciente de ses victimes.

« Le principe maçonnique humanitaire » est défini par le fait qu'il « ne mène pas seulement à la révolution mais (qu') il est la Révolution. Il a trouvé son expression politique dans les « Droits de l'Homme » de la Révolution Française de 1789 ». Sur le plan religieux, la définition est encore plus précise : « Les francs-maçons représentent au point de vue chrétien l'orgueil de l'homme, l'esprit du mal, la révolte contre Dieu ». On ne peut être plus clair !

(1) « L'Express » du 13 novembre 1967, cité par Saint-Pastour dans « La Franc-Maçonnerie au Parlement » (1970).

Léon de Poncins analyse cet aspect à la fois révolutionnaire et antireligieux d'abord dans notre histoire française et la politique contemporaine. Il ne fait plus aucun doute que 1789 et ses suites ont été longuement préparées dans les loges maçonniques, d'abord de Londres, puis de Paris. Depuis le XVIII^e siècle jusqu'à nos jours, toute la politique fut conditionnée, peu ou prou, par les intérêts maçonniques. Léon de Poncins démontre, preuve à l'appui, ce que fut cette influence qui ne fut ni plus ni moins qu'une dictature dont le but est « la destruction du catholicisme et (la construction) du socialisme universel ». Les méthodes utilisées en France le furent également dans d'autres pays comme l'Espagne, le Portugal, l'Italie, etc... et l'auteur en étudie les différents mécanismes selon les lieux et la mentalité de leurs habitants.

Dans un avant-propos très judicieux, les éditeurs expliquent que, si « entre 1900 et 1939, la question maçonnique se posait sous le double aspect politique et religieux avec priorité donnée à l'activité politique, actuellement, la Franc-Maçonnerie s'est patiemment reconstituée et son activité s'exerce surtout dans le domaine religieux et philosophique ».

Dans cette période de scandales où tant de franc-maçons piétinent faussement de colère (Cf. Philippe Dechartre), ce livre est indispensable pour connaître les pratiques des fils d'Hiram. A lire et à faire lire.

Jean-Paul ROUDEAU.

Jaurès et Roy MEDVEDEV, « Un Cas de folie », Editions Julliard, 250 pages.

Ce livre a un sous-titre explicatif qui est : « Comment en 1970 se débarrasser en U.R.S.S. d'un intellectuel encombrant ou les avatars du K.G.B. et de la psychiatrie soviétique ». Il est inutile de préciser davantage le décor.

Jaurès Medvedev, célèbre généticien, n'est pas un homme de tout repos pour les policiers soviétiques. Non seulement il proteste publiquement contre les accusations conformistes adressées contre certains intellectuels russes, mais il a le tort d'ajouter à cette indépendance courageuse mais sans doute inopportune celui de défendre des théories non admises par la science officielle. Le personnage est d'autant plus gênant qu'il entretient des rapports amicaux avec certains de ses confrères américains ou anglais et qu'il ne leur cache pas ce qu'il pense de la liberté existant en Union Soviétique. Il aurait suffi de beaucoup moins pour émouvoir les reîtres bolcheviques : il devint donc urgent de faire taire cet empêchement de tourner en rond dans le cirque concentrationnaire du paradis moscoutaire. Un procès public étant trop gênant compte tenu de la personnalité du coupable en puissance, les sbires du régime préfèrent recourir à l'hypocrisie, c'est-

à-dire dénoncer un cas de folie car, seul un fou peut contester la valeur de l'action et de la pensée du communisme ! N'est-ce pas évident ?

C'est alors que la psychiatrie s'en mêle. « C'était totalement absurde. Si on considère qu'un homme ne montre aucun signe de maladie mentale, pour quelles raisons pourrait-on le garder à l'hôpital ? Et comment pourrait-on espérer qu'il fût calme lorsque, deux jours plus tôt, il a été brutalement arraché à son domicile et placé dans la salle commune d'un asile de fous ? »

Son frère Jaurès interné par décision médicale respectant un ordre policier, Roy Madvedev va s'employer à susciter des réactions d'opinion en tirant les sonnettes des amis influents, et en ne ménageant ni sa peine, ni son temps. Cette action tapageuse et presque déjà populaire n'est pas sans inquiéter les responsables de cet emprisonnement déguisé. « Au début de la matinée du 6 juin, je me mis à rédiger un long texte de protestation à l'intention du Président du Conseil des Ministres, Kossyguine. De toute évidence, les nombreuses protestations adressées au Procureur général Rudenko et au Ministre de la Santé Petrovsky avaient été sans effet. Elles n'avaient pas réussi à mettre fin aux activités illégales et dangereuses des psychiatres de Kalouga et à celles des individus sans visages qui se tenaient derrière eux... Dans ces conditions, il fallait adresser les protestations à de plus hautes autorités. Il était peut-être utile aussi que quelques-unes de ces protestations soient l'objet d'une plus large publicité et, en tout cas, je n'avais pas l'intention de garder secrète à l'égard de mes amis la lettre que je comptais adresser à Kossyguine ».

Comme toujours dans de tels cas et lorsqu'ils se rendent compte qu'ils sont allés un peu trop loin, les responsables officiels se disculpent en accusant leurs sous-fifres d'excès de zèle et d'avoir agi sans leur accord.

A l'occasion de cette affaire, J. et R. Medvedev nous révèlent, outre l'utilisation qui est faite de la psychiatrie, certains aspects de cette science telle qu'elle est comprise et appliquée en U.R.S.S. Ainsi, « des gens sains d'esprit, qui sont des partisans honnêtes et patriotes de la démocratisation » de la société sont qualifiés par les gardiens de l'orthodoxie de victimes « d'illusions obsessionnelles d'être un champion de la vérité et de la justice... d'illusions réformistes paranoïdes... » La liste est longue. Il existe maintenant des gens mûrs pour la sottise cruelle, organisée et se voulant savante.

Jean-Paul ROUDEAU.

Le Gérant : Maurice BARDECHE.

Imp. H. DEVE et Cie, Evreux - N° d'Imprimeur : 1071

Vient de Paraître

LES SEPT COULEURS, 68. rue de Vaugirard, Paris (6^e)

Julius EVOLA
Les hommes
au milieu
des ruines

Le célèbre essai politique du grand philosophe italien, présenté pour la première fois au public français.

Un volume in-8^o carré de 256 pages

Prix : 22,50 F HT

Vient de paraître

François DUPRAT
L'ASCENSION DU M. S. I.

Movimento Sociale Italiano

Une étude très complète sur le M.S.I.
par le meilleur spécialiste de l'extrême-droite italienne

un volume in-8^o couronne 180 pages 15 F H.T.

Les Sept Couleurs, 68, rue de Vaugirard, Paris (6^e)

En souscription jusqu'au 30 Novembre
pour les lecteurs de Défense de l'Occident

Dr Robert SOUPAULT

de l'Académie de Chirurgie

ALEXIS CARREL

La vie, l'œuvre et les travaux du célèbre savant français qui fut aux Etats-Unis le collaborateur de Charles Lindbergh, ouvrit la voie aux grandes découvertes de la biologie contemporaines et dont l'épuration brisa la carrière.

Le nom d'Alexis CARREL n'est pas seulement un grand nom de la science. Son œuvre s'attache à mettre en lumière une certaine conception de l'homme et de la vie qui lui donne une place éminente dans la pensée européenne. L'ouvrage du Docteur Soupault retrace brillamment les grandes lignes de sa vie et de son œuvre.

Un vol. in-8° carré de 300 pages. . . En souscription 25 F.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Nom :

Adresse :

Désire recevoir exemplaire du Dr Soupault, Alexis Carrel
au prix de souscription de 25 Francs.

Ci joint francs en mandat, chèque bancaire ou virement
à votre compte postal 2162-19 PARIS, LES SEPT COULEURS.

Signature,